

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 924

10 avril 2012

SOMMAIRE

Aerium Retail Properties Holding S.A. ...	44342	SEB 6 - SICAV - FIS	44330
Ansea S.A.	44343	SEB Asset Management S.A.	44321
Boyar Estates S.A.	44334	Sostmeier Sàrl	44333
Brassim	44306	Square Meter S.A.	44333
Buddleia S.à r.l.	44306	SWL S.à r.l.	44333
Bureau Immobilier de Luxembourg S.A.	44335	SWL S.à r.l.	44333
Centre Culturel Islamique «Ettelbruck»	44344	Tatanka S.A.	44333
Centre Culturel Islamique «Nordstad» ..	44344	Unitec S.A.	44335
Cinven Cable Investments S.à r.l.	44352	Uzel Corporation Sàrl	44335
CVC Capital Partners (Luxembourg) Sàrl	44341	Valliance Real Estate S.à r.l.	44350
DIF Management Luxembourg S.à r.l. ...	44350	Vatico S.à r.l.	44335
Douglas Private S.A. SPF	44342	Velizy Investment S. à r.l.	44335
Duck Private S.A. SPF	44344	Verdoso Investments S.A.	44336
ESD Financière Luxembourgeoise S.A. ..	44336	Vicon S.A.	44340
Flexcom S.à r.l.	44343	Wauremont Holding S.A.	44342
GA BERLIN III HoldCo S.à r.l.	44338	Welland (Luxembourg) S.à r.l.	44336
HEXARES Consulting S.à r.l.	44345	Whereland Real Estate S.A.	44341
Intelsat Investment Holdings S.à r.l.	44307	WM Invest Sàrl	44341
Iszer Group S.A.	44343	WM Invest Sàrl	44341
Marble Lane S.à r.l.	44347	WM Invest Sàrl	44342
Mayreau Investissement S.A., société de gestion de patrimoine familial	44334	WM Invest Sàrl	44342
MOSSFON (Luxembourg)	44352	World Domination Corporation S.A.	44343
OMG Immobilien S.à r.l.	44331	WSK Management S. à r.l.	44343
SEB 5 - SICAV - FIS	44320	Zermatt S.A.	44344
		Zimmer Luxembourg II S.à r.l.	44334
		Zimmer Luxembourg S.à r.l.	44344

Brassim, Société Anonyme.

Siège social: L-4030 Esch-sur-Alzette, 22, rue Zénon Bernard.
R.C.S. Luxembourg B 66.335.

Buddleia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1310 Luxembourg, 3, rue Albert Calmes.
R.C.S. Luxembourg B 80.269.

L'an deux mille douze, le 20 mars.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch.

ONT COMPARU:

1. La société anonyme BRASSIM, ayant son siège social L-4030 Esch-sur-Alzette, 22, rue Zenon Bernard, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 66335 (la "Société Absorbante"), représentée par Madame Marie-Françoise LENTZ, demeurant à L-1310 Luxembourg, 3, rue Albert Calmes, administrateur et mandataire spécial en vertu d'une décision du conseil d'administration de la Société Absorbante du 20 mars 2012.

Une copie du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

2. La société à responsabilité limitée BUDDLEIA S.à r.l., ayant son siège social L-1310 Luxembourg, 3, rue Albert Calmes, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 80269 (la "Société Absorbée"), représentée par son gérant unique Monsieur Thierry GLAESENER, demeurant à L-1310 Luxembourg, 3, rue Albert Calmes.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I. La Société Absorbante a été constituée suivant acte de scission reçu par Maître Reginald Neumann, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 3 septembre 1998, publié au Mémorial C, numéro 782 du 27 octobre 1998. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Reginald Neumann, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 janvier 2002, publié au Mémorial C, numéro 756 du 17 mai 2002.

II. La Société Absorbée a été constituée suivant acte reçu par Maître Reginald Neumann, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 décembre 2000, publié au Mémorial C, numéro 697 du 30 août 2001.

III. La Société Absorbante détient cent pourcent (100%) des quatre mille (4.000) parts sociales représentant l'intégralité du capital social de deux millions d'euros (2.000.000,- €) de la Société Absorbée.

IV. La Société Absorbante et la Société Absorbée souhaitent fusionner. La fusion sera réalisée par l'absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante (ensemble ci-après dénommées "les Sociétés Fusionnantes"), en conformité avec les articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée ("la Loi de 1915").

V. En conformité avec l'article 261 (2) (g) de la Loi de 1915, aucun avantage particulier n'a été attribué aux membres du conseil d'administration, respectivement au gérant, ni aux commissaires aux comptes des Sociétés Fusionnantes au sens de l'article 266 de la Loi de 1915.

VI. Aucune des Sociétés Fusionnantes n'a octroyé de droits spéciaux à l'un de ses actionnaires ou associés et il n'a pas été émis d'actions ou parts privilégiées, ni des titres autres que les actions ou les parts sociales.

VII. La fusion prendra effet un mois et un jour après la publication du projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

VIII. La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée seront considérées du point de vue comptable et fiscal comme accomplies par la Société Absorbante sera le 1^{er} janvier 2012; l'absorption se faisant pour des besoins fiscaux à la valeur comptable.

IX. En conformité avec l'article 279 de la Loi de 1915, l'article 263 de la Loi de 1915 ne s'applique pas. En conséquence, aucune assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante ni de la Société Absorbée n'est requise afin d'approuver la fusion à condition que les dispositions mentionnées à l'article 279 de la Loi de 1915 et mentionnées ci-après pour information, sont remplies.

X. En conformité avec l'article 279 de la Loi de 1915, les actionnaires de la Société Absorbante ont le droit, au moins un mois avant que la fusion ne devienne effective, d'examiner, au siège social de la Société Absorbante, les documents et informations indiqués à l'article 267 1) a), b), et c) de la Loi de 1915 et à en obtenir, sur simple demande, une copie sans frais. L'article 267, paragraphes (2) et (3) de la Loi de 1915 est applicable.

XI. Un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante, détenant au moins cinq pourcent (5%) des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir, jusqu'au jour où la fusion sera devenue effective, la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

XII. A défaut de convocation des actionnaires à une assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante, la fusion sera considérée comme définitivement réalisée et entraînera les effets prévus à l'article 274 de la Loi de 1915, un mois après la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du présent projet de fusion.

XIII. Nonobstant les droits des actionnaires de la Société Absorbante tels que décrits ci-avant, la fusion entre la société anonyme BRASSIM et la société à responsabilité limitée BUDDLEIA S.à r.l. deviendra définitive un mois après la publication du présent projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, et entraînera ipso jure les effets prévus à l'article 274 de 1915, à savoir:

- a) la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;
- b) la Société Absorbée cesse d'exister;
- c) l'annulation des parts de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante.

XIV. Les mandats du gérant et du commissaire aux comptes de la Société Absorbée prennent fin à la date de la fusion et décharge est accordée au gérant et au commissaire aux comptes de la Société Absorbée.

XV. Les documents et livres sociaux de la Société Absorbée seront déposés et conservés pendant le délai légalement prescrit au siège social de la Société Absorbante.

Le notaire soussigné confirme la régularité du présent projet de fusion eu égard aux dispositions légales en vigueur, et notamment sa conformité avec les dispositions de l'article 271 (2) de la Loi de 1915.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données aux comparants, connus du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Glaesener, M.Françoise Lentz, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 22 mars 2012. Relation: RED/2012/379. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivré sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 23 mars 2012.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2012040132/85.

(120053532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2012.

Intelsat Investment Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 290.253,56.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 162.240.

In the year two thousand and eleven on the thirtieth day of March,

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared

Intelsat Global Holdings S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, and being registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B162.135, represented by Me Toïnon Hoss, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy dated 30 March 2012 (which shall remain annexed to the present deed to be registered therewith), being the sole shareholder of Intelsat Investment Holdings S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, incorporated on 8th July 2011 by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2263 of 23 September 2011. The articles of incorporation of the Company have not been amended since its incorporation.

The appearing party declared and requested the notary to state that:

I) The sole shareholder holds all the twenty thousand (20,000) shares in issue in the Company so that the entire issued share capital of the Company is represented and that decisions can validly be taken on all items of the agenda.

II) The items on which resolutions are to be passed are as follows (being considered one sole resolution):

(I) Restructuring of the issued share capital of the Company by

1. the creation of two classes of shares, namely Class I and Class II, and determination of the rights and obligations thereof as set forth in the amended and restated articles of incorporation of the Company to be adopted under item II of this agenda and the reclassification of all twenty thousand (20,000) existing shares into a like number of Class I shares, each with a nominal value of one US Dollar (USD1.00);

2. the amendment of nominal value of the shares of the Company from one US Dollar (USD1.00) to one US Cent (USD0.01), reduction of the share capital to two US Dollars (USD 2.00) (taking into account the immediately following capital increase under (3) below), consolidation of the existing twenty thousand (20,000) Class I shares of a nominal value of one US Dollar each into two hundred (200) Class I shares of a nominal value of one US Cent (USD0.01) each and allocation of nineteen thousand nine hundred ninety eight US Dollars (USD19,998) from the capital to the Class I Share Premium (as defined in the amended and restated articles of incorporation);

3. the increase of the issued share capital of the Company to two hundred and ninety thousand two hundred fifty three US Dollars and fifty six US Cent (USD290,253.56) by the issue of two hundred ninety thousand and fifty (290,050) new Class I shares each with a nominal value of one US Cent (USD0.01) and a total issue price of twenty nine million five thousand and eighty five US Dollars and zero ninety seven US Cents (USD 29,005,085.097) (the "Class I Issue Price") and twenty eight million seven hundred thirty five thousand one hundred and six (28,735,106) new Class II shares, each with a nominal value of one US Cent (USD0.01) and a total issue price of two billion eight hundred seventy three million five hundred ten thousand and six hundred US Dollars (USD2,873,510,600) (the "Class II Issue Price", and together with the Class I Subscription Price, the "Issue Price"); subscription to such new shares by the sole shareholder of the Company and payment of the total Issue Price by the contribution in kind of (i) fourteen million nine hundred and nine thousand four hundred and twenty-one point four seven (14,909,421.47) fully paid class A shares and (ii) eight hundred and forty-eight thousand three hundred and twenty-one (848,321) class B shares of Intelsat Global S.A., a company incorporated as a limited liability company under the laws of Bermuda and since 15th December 2009 existing as a société anonyme under the laws of Luxembourg, with registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, and being registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B149.927; acknowledgement of the report of the board of managers of the Company on the valuation of such contribution in kind; approval of the valuation of the contribution in kind; allocation of an amount equal to the nominal value of the new shares so issued to the share capital and the balance to the freely distributable share premium of the Company (Class I Share Premium (as defined in the amended and restated articles), for the Class I shares and the Class I Issue Price and Class II Share Premium (as defined in the amended and restated articles), for the Class II shares and the Class II Issue Price); consequential amendment of article 5.1 of the articles of incorporation of the Company as set forth in the amended and restated articles of incorporation of the Company to be adopted under item II of this agenda;

(II) Amendment and restatement of the articles of incorporation of the Company in their entirety while taking into account inter alia the above items and such other changes as set forth in the amended and restated articles, substantially in the form attached to the proxy.

The foregoing having been approved, it was resolved as:

Sole resolution

The sole shareholder resolved to restructure the issued share capital of the Company by the creation of two classes of shares, namely Class I and Class II.

The sole shareholder resolved to determine the rights and obligations thereof as set forth in the amended and restated articles of incorporation of the Company herebelow.

The sole shareholder resolved to reclassify all existing twenty thousand (20,000) shares into a like number of Class I shares, each with a nominal value of one United States Dollar (USD1).

The sole shareholder resolved to amend nominal value of the shares of the Company from one US Dollar (USD1.00) to one US Cent (USD0.01) and to reduce the share capital to two US Dollars (USD 2.00) (taking into account the immediately following capital increase below) through the consolidation of the existing twenty thousand (20,000) Class I shares of a nominal value of one US Dollar each into two hundred (200) Class I shares of a nominal value of one US Cent (USD0.01) each. The sole shareholder resolved to allocate nineteen thousand nine hundred ninety eight US Dollars (USD19,998) from the capital to the Class I Share Premium (as defined in the amended and restated articles of incorporation).

The sole shareholder resolved to increase the issued share capital of the Company to two hundred and ninety thousand two hundred fifty three US Dollars and fifty six US Cent (USD290,253.56) by the issue of (i) two hundred ninety thousand and fifty (290,050) new Class I shares each with a nominal value of one US Cent (USD0.01) and a total issue price of twenty nine million five thousand and eighty five US Dollars and zero ninety seven US Cents (USD 29,005,085.097) (the "Class I Issue Price") and (ii) twenty eight million seven hundred thirty five thousand one hundred and six (28,735,106) new Class II shares, each with a nominal value of one US Cent (USD0.01) and a total issue price of two billion eight hundred seventy three million five hundred ten thousand and six hundred US Dollars (USD2,873,510,600) (the "Class II Issue Price", and together with the Class I Subscription Price, the "Issue Price").

Thereupon, such new shares have been subscribed by the sole shareholder of the Company and have been fully paid up by way of the contribution in kind consisting of a total of (i) fourteen million nine hundred and nine thousand four hundred and twenty-one point four seven (14,909,421.47) fully paid class A shares and (ii) eight hundred and forty-eight thousand three hundred and twenty-one (848,321) fully paid class B shares of Intelsat Global S.A., prenamed, held by the sole shareholder of the Company.

The sole shareholder resolved to approve the valuation of the contribution in kind at two billion nine hundred two million five hundred fifteen thousand six hundred eighty five US Dollars and zero ninety seven US Cents (USD2,902,515,685.097) and to acknowledge the report on such contribution in kind from the board of managers of the Company, dated 30th March 2012, which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration, the conclusion of which reads as follows:

“In view of the above, the Board of Managers considers that the total value of the Contribution in Kind amounts to at least the aggregate Issue Price of two billion nine hundred two million five hundred fifteen thousand six hundred eighty five US Dollars zero ninety seven US Cents (USD2,902,515,685.097) of the two hundred ninety thousand and fifty (290,050) Class I shares and twenty eight million seven hundred thirty five thousand one hundred and six (28,735,106) Class II shares with a nominal value of USD 0.01 each (plus share premium) to be issued by the Company against such Contribution in Kind.”

Evidence of the transfer of the contribution in kind was shown to the undersigned notary.

The sole shareholder resolved to allocate an amount equal to the nominal value of the new shares so issued to the share capital and the balance to the freely distributable share premium (to the Class I Share Premium (as defined in the amended and restated articles), for the Class I shares as to the Class I Issue Price and to the Class II Share Premium (as defined in the amended and restated articles), for the Class II shares as to the Class II Issue Price).

The sole shareholder finally resolved to amend and restate the articles of incorporation of the Company in their entirety while taking into account inter alia the above items and such other changes as set forth in the amended and restated articles, substantially in the form as set forth hereafter:

Art. 1. Form, Name. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Intelsat Investment Holdings S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of incorporation and the relevant legislation.

Art. 2. Duration. The Company is established for an undetermined duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the Company’s shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

Art. 3. Registered Office.

3.1. The Company has its registered office in the Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of incorporation.

3.2. The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

3.3. The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

3.4. In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 4. Purpose, Object.

4.1. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other entities or enterprises, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities or rights of any kind including interests in partnerships, and the holding, acquisition, disposal, investment in any manner (in), development, licensing or sub licensing of, any patents or other intellectual property rights of any nature or origin as well as the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

4.2. The Company may further conduct or be involved in any way, directly or indirectly, in any satellite telecommunications related business, including without limitation the owning and/or operation of satellites, teleports, any ground assets, and any related or connected activity.

4.3. The Company may borrow in any form and proceed to the issue by private of bonds, convertible bonds and debentures or any other securities or instruments it deems fit.

4.4. In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any entity as the Company may deem fit (including up stream or cross stream), take any controlling, management, administrative and/or supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

4.5. Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 5. Share capital.

5.1. The Company has an issued share capital of two hundred and ninety thousand two hundred fifty three US Dollars and fifty six US Cent (USD290,253.56) represented by a total of twenty nine million twenty five thousand three hundred fifty six (29, 025, 356) fully paid shares, divided into two hundred ninety thousand two hundred fifty (290,250) Class I Shares and twenty eight million seven hundred thirty five thousand one hundred and six (28,735,106) Class II Shares each with a nominal value of one US Cent (USD0.01) (together, the "Shares") with such rights and obligations as set forth in the present Articles.

5.2. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation, provided that in case of reduction of the share capital through the repurchase and cancellation of Class II Shares, the shareholder(s) that hold(s) such Class II Shares shall be entitled to receive, for each Class II Share repurchased and cancelled, an amount at least equal to the original subscription price paid for such Class II Share, taking into account the Class II Entitlement (subject however to sufficient available reserves).

5.3. Any available Share Premium shall be distributable in accordance with the provisions of these articles of incorporation.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company.

7.1. The Company shall be managed by one or several managers who do not need to be shareholders. In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers (conseil de gérance) appointed as a collegiate body by the general meeting of shareholders.

7.2. Managers shall be appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated, the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

Art. 8. Board of Managers Proceeding.

8.1. The board of managers may elect a chairman.

8.2. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

8.3. Meetings of the board of managers shall be called by the chairman (if any) of the board of managers or any board members. Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers two (2) business days at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the notice period is reduce to twenty-four (24) hours and the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. The prior notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication or if all managers are present or represented at the relevant meeting. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

8.4. The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented. Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company in office (and able to vote).

8.5. The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile, email or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution.

Art. 9. Board resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager. The minutes of any meeting of the board of managers (or copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise) shall be signed by the chairman, the chairman (ad hoc) of the relevant meeting or by any manager or as resolved at the relevant board meeting or any subsequent board meeting.

Art. 10. Management Powers, Binding signature, Day to day management.

10.1. The sole manager or, as the case may be, the board of managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of incorporation to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or, as the case may be, the board of managers. Vis-à-vis third parties the sole manager or, as the case may be, the board of managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the articles of incorporation to the general meeting or as may be provided herein.

10.2. The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of any of the managers. In any event, the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the board of managers or by any one of the managers (including by way of delegation of the day to day management of the Company). The board of managers may delegate the daily management of the business of the Company, as well as the power to represent (and bind) the Company in its day to day business, to individual managers or other officers or agents of the Company (with power to sub-delegate). In addition the board of managers may delegate the daily management of the business of the Company, as well as the power to represent the Company in its day to day business to an executive committee as it deems fit. The board of managers shall determine the conditions of appointment and dismissal as well as the remuneration and powers of any person or persons or committee so appointed.

10.3. The board of managers may appoint a secretary of the Company who may but does not need to be a member of the board of managers and determine his responsibilities, powers and authorities.

Art. 11. Liability of Managers.

11.1. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

11.2. Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him or her in connection with any claim, action, suit or proceeding which he or she becomes involved as a party or otherwise by virtue of his or her being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him or her in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

11.3. No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his or her office;

(ii) With respect to any matter as to which he or she shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

11.4. The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

11.5. Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he or she is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 12. Voting Rights of Shares. Subject as set forth in the present articles of incorporation, each Share shall be entitled to one vote at all general meetings of the Company's shareholders.

Art. 13. Shareholder Meetings.

13.1. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

13.2. Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

13.3. In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

13.4. Except as otherwise provided for by law, decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. In addition, except as otherwise provided for by law, decisions concerning the amendment of the articles of incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital, and decisions to change of nationality of the Company are to be taken by shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

13.5. The holding of an annual general meeting shall not be required where the number of shareholders does not exceed twenty-five (25).

Art. 14. Accounting Year. The accounting year begins on first of January of each year and ends on thirty-first of December of the same year.

Art. 15. Financial Statements.

15.1. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

15.2. The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 16. Allocation, Distributions.

16.1. Out of the net annual profits of the Company, an amount equal to five percent (5%) shall be allocated to a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

16.2. The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter in article 16.6.

16.3. Any net losses shall first be accounted against carried forward reserves (if any), then against the Class I Share Premium outstanding, if any, and once no Class I Share Premium remains outstanding, such losses shall thereafter be accounted against the Class II Share Premium outstanding, if any.

16.4. Interim dividends may be decided upon by the general meeting of shareholders on the basis of statements of accounts prepared by the board of managers, showing that sufficient profits or reserves (including premium) are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law (as set forth in article 16.1 above) and provided that any such distributions may only be made in accordance with article 16.6.

16.5. The Share Premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders, provided that any such distribution may only be made in accordance with article 16.6. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the Share Premium account to the legal reserve account.

16.6. Any distribution of dividends out of net profits, retained earnings and/or available Share Premium or reserves shall be made in accordance with and subject to the Class I Entitlement and the Class II Entitlement pro rata to their holding in the relevant Class of Shares (in accordance with and subject to the Class I Entitlement and the Class II Entitlement). Any distribution may be made independently to one or the other Class pursuant to the decision of the General Meeting (but always subject to, and in accordance with, the Class I Entitlement and the Class II Entitlement).

Art. 17. Dissolution.

17.1. In the event of the dissolution of the Company for whatever reason or whatever time, the liquidation will be performed by liquidators or by the board of managers then in office who will be endowed with the powers provided by Articles 144 et seq. of the law of 10th August, 1915 on commercial companies.

17.2. Once all debts, charges and liquidation expenses have been met (or duly provisioned for), any Liquidation Surplus shall be paid to shareholders in accordance with and subject to the Class I Entitlements and the Class II Entitlements (on liquidation) pro rata to their holding in the relevant Class of Shares (in accordance with and subject to the Class I Entitlements and the Class II Entitlements). Interim payment of Liquidation Surplus may be made.

Art. 18. Definitions.

Class	means either Class I or Class II of Shares of the Company
Class I Entitlement	the entitlement of the Class I Shares to (i) 99.999% of any distribution (in any form, including as dividends, interim dividends or repurchase or redemption payments (other than on liquidation) resulting from

	Profits (and excluding any entitlement to distributions in any form out of or allocated to Class II Share Premium),
	(ii) 100% of any distribution made out of, or allocated to, Class I Share Premium, and
	(iii) on liquidation of the Company, out of Liquidation Surplus (a) an amount equal to the aggregate nominal value of the Class I Shares (pari passu with any Class II Entitlement to the repayment of the aggregate nominal value of the Class II Shares), and (b) any remaining Liquidation Surplus less any Class II Entitlement on liquidation
Class I Shares	means the Shares of Class I with such rights, obligations and entitlements as set forth in the present Articles
Class II Entitlement	the entitlement of the Class II Shares to
	(i) 0.001% of any distribution (in any form, including as dividends, interim dividends or repurchase or redemption payments (other than on liquidation) resulting from Profits, and
	(ii) 100% of any distribution made out of, or allocated to, Class II Share Premium, and
	(iii) on liquidation of the Company, out of Liquidation Surplus, (a) an amount equal to the aggregate nominal value of the Class II Shares (pari passu with any Class I Entitlement to the repayment of the aggregate nominal value of Class I Shares), and (b) an amount equal to the Class II Share Premium provided for in the accounts of the Company at the time of liquidation
Class II Shares	means the Shares of Class II with such rights, obligations and entitlements as set forth in the present Articles
general meeting	means the general meeting of shareholders of the Company (or as the case may be to the extent permitted by law, written resolution of the shareholders)
Liquidation Surplus	means on liquidation of the Company any resulting balance after any debts, charges and liquidation expenses have been met (or duly provisioned for)
Profits	means any (net) gain, income or profits of the Company
Class I Share Premium	means any share premium, contribution to reserves or capital contribution account of the Company made with respect to, or allocated to, the Class I Shares as well as any merger reserves or any other premium or reserve unless expressly allocated to the Class II Shares
Class II Share Premium	means any share premium, contribution to reserves or capital contribution account of the Company made with respect to, or allocated to, the Class II Shares
Share Premium	means Class I Share Premium and/or the Class II Share Premium

Art. 19. Sole Shareholder. If, and as long as, one shareholder holds all the Shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 20. Applicable law. For anything not dealt within the present articles of incorporation, the shareholders refer to the relevant legislation.

There being no further items on the agenda, the present decision was closed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the above resolutions are estimated at approximately EUR 7,000.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day abovementioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille douze, le trentième jour du mois de mars,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire, de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu

Intelsat Global Holdings S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162.135, représenté par Me Toinon Hoss, maître en droit, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 30 mars 2012 (laquelle restera annexée au présent acte afin d'être soumise avec lui aux formalités de l'enregis-

trement), étant l'associé unique d'Intelsat Investment Holdings S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, constituée le 8 juillet 2011 suivant acte du notaire Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 2263 du 23 septembre 2011. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

La partie comparante a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I) L'associé unique détient toutes les vingt mille (20.000) parts sociales émises de la Société de sorte que l'entièreté du capital social de la Société est représentée est que les décisions peuvent être prises sur tous les points à l'ordre du jour.

II) Les points sur lesquels des résolutions doivent être passées sont les suivants (étant considérés comme une seule résolution):

(I) Restructuration du capital social émis de la Société par

1. la création de deux classes de parts sociales, à savoir Classe I et Classe II, et la détermination de droits et obligations y rattachés comme indiqué dans les statuts de la Société tels que modifiés et refondus à adopter sous le point II de cet ordre du jour, et la reclassification des toutes les vingt mille (20.000) parts sociales existantes en même nombre des parts sociales de Classe I, chacune d'une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis (USD1,00);

2. la modification de la valeur nominale des parts sociales de la Société d'un Dollar des Etats-Unis (USD1,00) à un Cent de Dollar des Etats-Unis (USD0,01), réduction du capital social à deux Dollars des Etats-Unis (USD2,00) (en prenant en considération l'augmentation du capital qui va suivre immédiatement sous (3) ci-dessous), la consolidation des vingt mille (20.000) parts sociales de Classe I existantes d'une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis chacune en deux cents (200) parts sociales de Classe I d'une valeur nominale d'un Cent de Dollar des Etats-Unis chacune et l'allocation de dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit Dollars des Etats-Unis (USD19.998) du capital à la Prime de Parts Sociales de Classe I (comme définie dans les statuts modifiés et refondus);

3. l'augmentation du capital social émis de la Société à deux cent quatre-vingt-dix mille deux cent cinquante-trois Dollars des Etats-Unis et cinquante-six Cent de Dollar des Etats-Unis (USD290.253,56) par l'émission de deux cent quatre-vingt-dix mille cinquante (290.050) nouvelles parts sociales de Classe I chacune d'une valeur nominale d'un Cent de Dollar des Etats-Unis (USD0,01) et un prix total d'émission de vingt-neuf millions cinq mille quatre-vingt-cinq Dollars des Etats-Unis et zéro quatre-vingt-dix-sept Cents de Dollar des Etats-Unis (USD 29.005.085,097) (le «Prix d'Emission de Classe I») et vingt-huit millions sept cent trente-cinq mille cent six (28.735.106) nouvelles parts sociales de Classe II, chacune d'une valeur nominale d'un Cent de Dollar des Etats-Unis (USD0,01) et un prix total d'émission de deux milliards huit cent soixante-treize millions cinq cent dix mille six cents Dollars des Etats-Unis (USD2.873.510.600) (le «Prix d'Emission de Classe II», et ensemble avec le Prix d'Emission de Classe I, le «Prix d'Emission»); souscription des nouvelles parts sociales ainsi émises par l'associé unique de la Société et le paiement du total du Prix d'Emission par l'apport en nature de (i) quatorze millions neuf cent neuf mille quatre cent vingt-et-un virgule quarante-sept (14.909.421,47) actions de classe A entièrement libérées et (ii) huit cent quarante-huit mille trois cent vingt-et-un (848.321) actions de classe B d'Intelsat Global S.A., une société constituée en tant que limited liability company de droit des Bermudes et existant depuis le 15 décembre 2009 en tant que société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B149.927; prise de connaissance du rapport du conseil de gérance de la Société sur l'évaluation de cet apport en nature; approbation de l'évaluation de l'apport en nature; allocation d'un montant égal à la valeur nominale des nouvelles parts sociales au capital social et du solde à la prime d'émission librement distribuable de la Société (Prime de Parts Sociales de Classe I (comme définie dans les statuts modifiés et refondus), pour les parts sociales de Classe I et le Prix d'Emission de Classe I et Prime de Parts Sociales de Classe II (comme défini dans les statuts modifiés et refondus), pour les parts sociales de Classe II et le Prix d'Emission de Classe II); la modification conséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société comme indiqué dans les statuts modifiés et refondus de la Société à adopter au point II de cet ordre du jour;

(II) Modification et refonte des statuts de la Société dans leur intégralité en prenant compte entre autres les points ci-dessus et tout autre changement indiqué dans les statuts modifiés et refondus, essentiellement dans la forme jointe à la procuration.

Après l'approbation de ce qui précède, il a été décidé comme:

Résolution unique

L'associé unique a décidé de restructurer le capital social de la Société par la création de deux classes de parts sociales, à savoir Classe I et Classe II.

L'associé unique a décidé de déterminer les droits et obligations y rattachés comme indiqué dans les statuts de la Société tels que modifiés et refondus ci-dessous.

L'associé unique a décidé de reclassifier toutes les vingt mille (20.000) parts sociales en même nombre de parts sociales de Classe I, chacune d'une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis (USD1,00).

L'associé unique a décidé de modifier la valeur nominale des parts sociales de la Société d'un Dollar des Etats-Unis (USD1,00) à un Cent de Dollar des Etats-Unis (USD0,01) et de réduire le capital social à deux Dollars des Etats-Unis (USD2,00) (en prenant en compte l'augmentation du capital qui va suivre immédiatement ci-dessous), par la consolidation des vingt mille (20.000) parts sociales de Classe I existantes chacune d'une valeur nominale d'un Dollar des Etats-Unis en

deux cents (200) Parts Sociales de Classe I d'une valeur nominale d'un cent de Dollar des Etats-Unis (USD0,01) chacune. L'associé unique a décidé d'allouer dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit Dollars des Etats-Unis (USD19.998) du capital à la Prime de Parts Sociales de Classe I (comme définie dans les statuts modifiés et refondus).

L'associé unique a décidé d'augmenter le capital social émis de la Société à deux cent quatre-vingt-dix mille deux cent cinquante-trois Dollars des Etats-Unis et cinquante-six Cents de Dollar des Etats-Unis (USD290.253,56) par l'émission de (i) deux cent quatre-vingt-dix mille cinquante (290.050) nouvelles parts sociales de Classe I chacune d'une valeur nominale d'un Cent de Dollar des Etats-Unis (USD0,01) et un prix total d'émission de vingt-neuf millions cinq mille quatre-vingt-cinq Dollars des Etats-Unis et zéro quatre-vingt-dix-sept Cents de Dollar des Etats-Unis (USD 29.005.085,097) (le «Prix d'Emission de Classe I») et (ii) vingt-huit millions sept cent trente-cinq mille cent six (28.735.106) nouvelles parts sociales de Classe II, chacune d'une valeur nominale d'un Cent de Dollar des Etats-Unis (USD0,01) et un prix total d'émission de deux milliards huit cent soixante-treize millions cinq cent dix mille six cents Dollars des Etats-Unis (USD2.873.510.600) (le «Prix d'Emission de Classe II») et ensemble avec le Prix d'Emission de Classe I, le «Prix d'Emission»).

Sur ce, les nouvelles parts sociales ont été souscrites et entièrement payées par l'associé unique de la Société par voie d'apport en nature consistant en (i) quatorze millions neuf cent neuf mille quatre cent vingt-et-un virgule quarante-sept (14.909.421,47) actions de classe A entièrement libérées et (ii) huit cent quarante-huit mille trois cent vingt-et-un (848.321) actions de classe B entièrement libérées d'Intelsat Global S.A., susmentionnée, détenues par l'associé unique de la Société.

L'associé unique a décidé d'approuver l'évaluation de l'apport en nature à deux milliards neuf cent deux millions cinq cent quinze mille six cent quatre-vingt-cinq Dollars des Etats-Unis et zéro quatre-vingt-dix-sept Cents de Dollar des Etats-Unis (USD2.902.515.685,097) et de prendre connaissance du rapport du conseil de gérance de la Société sur l'évaluation de cet apport en nature daté du 30 mars 2012, qui restera annexé au présent et soumis avec lui aux formalités d'enregistrement, dont la conclusion se lit comme suit:

«Vu ce qui précède, le Conseil de Gérance considère que la valeur totale de l'Apport en Nature s'élève au moins au Prix d'Emission global de deux milliards neuf cent deux millions cinq cent quinze mille six cent quatre-vingt-cinq Dollars des Etats-Unis et zéro quatre-vingt-dix-sept Cents de Dollar des Etats-Unis (USD2.902.515.685,097) des deux cent quatre-vingt-dix mille cinquante (290.050) parts sociales de Classe I et vingt-huit millions sept cent trente-cinq mille cent six (28.735.106) parts sociales de Classe II d'une valeur nominale de USD 0,01 chacune (plus la prime d'émission) à émettre par la Société en contrepartie de cet Apport en Nature.»

La preuve du transfert de l'apport en nature a été montrée au notaire soussigné.

L'associé unique a décidé d'allouer un montant égal à la valeur nominale des nouvelles parts sociales ainsi émises au capital social et le solde à la prime d'émission librement distribuable (à la Prime de Parts Sociales de Classe I (comme définie dans les statuts modifiés et refondus), pour les Parts Sociales de Classe I concernant le Prix d'Emission de Classe I et à la Prime de Parts Sociales de Classe II (comme définie dans les statuts modifiés et refondus), pour les Parts Sociales de Classe II concernant le Prix d'Emission de Classe II).

L'associé unique a en dernier lieu décidé la modification et la refonte des statuts de la Société dans leur intégralité en prenant en compte entre autres les points ci-dessus et tout autre changement indiqué dans les statuts modifiés et refondus, essentiellement sous la forme indiquée ci-dessous:

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par la partie comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Intelsat Investment Holdings S.à r.l." (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et la législation applicable.

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des associés de la Société statuant comme en matière de modification des présents statuts.

Art. 3. Siège social.

3.1. Le siège social de la Société est établi au Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution prise par l'assemblée générale extraordinaire de ses associés délibérant dans les conditions requises pour une modification des statuts.

3.2. L'adresse du siège social pourra être transférée à l'intérieur de la Ville de Luxembourg par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

3.3. La Société pourra établir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

3.4. Dans l'hypothèse où le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée du siège social avec des personnes à l'étranger se seraient produits ou serait imminents, il pourrait transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant tout transfert provisoire du siège, restera une société luxembourgeoise. De telles mesures temporaires seront prises et notifiées par le gérant ou, le cas échéant, par le conseil de gérance à toute personne intéressée.

Art. 4. Objet.

4.1. L'objet de la Société est la détention de participations et de tout intérêt, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, ou dans d'autres entités commerciales, entreprises ou investissements, l'acquisition par achat, par souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière d'actions, d'obligations, de certificats de créance, de notes, de certificats de dépôt et de toutes autres valeurs mobilières ou instruments financiers de toutes espèces, et la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut exercer ses activités par l'intermédiaire de succursales à Luxembourg ou à l'étranger.

4.2. La Société peut également exercer ou s'engager de toute manière, directement ou indirectement, dans des activités se rapportant aux services de télécommunications par satellites, y compris, sans limitation, la détention et/ou la gestion des satellites, téléportations, avoirs de sol (ground assets), ainsi que toute activité liée ou y relative.

4.3. La Société pourra emprunter sous toute forme et procéder par voie de placements privés à l'émission d'obligations, notes et certificats de créance ou dans tout autres titres représentatifs de dette ou de capital de toutes espèces.

4.4. D'une manière générale, la Société pourra prêter assistance de toute manière (au moyen de prêts, avances, garanties, sûretés ou par tout autre moyen) à des sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a des participations ou qui font partie intégrante du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée (y inclus verticalement ou horizontalement), prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

4.5. Finalement, la Société pourra accomplir toute opération commerciale, technique, financière ou toute autre opération, en relation directe ou indirecte, dans tous les domaines, avec le champ d'application de son objet, afin de faciliter l'accomplissement de celui-ci.

Art. 5. Capital social.

5.1. La Société a un capital social émis de deux cent quatre vingt dix mille deux cent cinquante trois dollars des Etats Unis et cinquante six cents (USD 290.253,56) représenté par un total de vingt neuf millions vingt cinq mille trois cent cinquante six (29.025.356) parts sociales entièrement libérées divisées en deux cent quatre vingt dix mille deux cent cinquante (290.250) Parts Sociales de Classe I et vingt huit millions sept cent trente cinq mille cent six (28.735.106) Parts Sociales de Classe II d'une valeur nominale d'un cent de dollar des Etats Unis (USD 0,01) chacune avec les droits et obligations tels que prévus dans les présents statuts.

5.2. Le capital de la Société pourra être augmenté ou réduit par une résolution prise par les associés délibérant dans les conditions requises pour une modification des présents statuts, dans la mesure où en cas de réduction du capital social par le rachat et l'annulation de Parts Sociales de Classe II, l'associé qui détient ces Parts Sociales de Classe II aura le droit de recevoir pour chaque Part Sociale de Classe II rachetée et annulée, un montant au moins égal au prix de souscription original payé pour cette Part Sociale de Classe II, en prenant en compte le Droit de Classe II (dans la mesure cependant où il existe suffisamment de réserves disponibles).

5.3. Toute Prime de Parts Sociales disponible sera distribuable conformément aux dispositions des présents statuts.

Art. 6. Transfert des Parts Sociales. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés. Sauf disposition contraire de la loi, le transfert de parts sociales à des non associés est soumis à l'agrément des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital de la Société.

Art. 7. Gestion de la Société.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

S'il y a plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance nommé comme un organe collégial par l'assemblée générale des associés.

7.2. Les gérants sont nommés et révoqués de leur poste par une simple décision prise à la majorité par l'assemblée générale des associés, laquelle détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une durée indéterminée. Les gérants pourront être réélus et leur nomination pourra être révoquée avec ou sans motif (ad nutum) à tout moment.

Art. 8. Procédures au sein du Conseil de Gérance.

8.1. Le conseil de gérance peut élire un président.

8.2. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion du conseil de gérance pourra également être tenue uniquement par l'intermédiaire d'une conférence téléphonique. La participation à, ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à la tenue d'une réunion en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

8.3. Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par le président (s'il y en a un) du conseil de gérance ou par tout membre du conseil. Une convocation écrite à toute réunion du conseil de gérance devra être donnée aux gérants deux (2) jours ouvrables au moins avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas, le délai est réduit

à vingt-quatre (24) heures et la nature et les raisons de l'urgence devront être mentionnées dans la convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation en cas d'accord de chaque gérant donné par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire ou si tous les gérants sont présents ou représentés à la réunion concernée. Une convocation spéciale ne sera pas nécessaire pour la réunion du conseil qui se tiendra à l'heure et au lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

8.4. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement uniquement si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises par un vote favorable pris à la majorité des gérants de la Société en fonction (et capable de voter).

8.5. Le conseil de gérance pourra également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie de circulaires exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopie, email ou tout autre moyen de communication similaire. L'intégralité formera les documents circulaires prouvant, une fois dûment exécutés, l'existence de la résolution.

Art. 9. Les résolutions du conseil, y inclus les résolutions circulaires, pourront être certifiées ou un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de tout gérant. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil de gérance (ou des copies ou extraits de ces procès-verbaux qui peuvent être produits dans les procédures judiciaires ou autres) doivent être signés par le président, le président (ad hoc) de la réunion pertinente ou par tout gérant ou tel que décidé par la réunion du conseil pertinente ou toute réunion du conseil subséquente.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil, Signatures Engageantes, gestion courante.

10.1. Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance aura les pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou exécuter tous actes de disposition et d'administration dans les limites de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale seront de la compétence du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. A l'égard des tiers, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour faire, autoriser et approuver tous les actes et toutes les opérations relatifs à la Société qui ne sont pas réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale ou tel que prévu dans les présents statuts.

10.2. La Société sera engagée par la signature individuelle d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature individuelle d'un seul gérant agissant. Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute personne ou toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil de gérance ou par l'un quelconque des gérants (y compris par délégation de la gestion courante de la Société). Le conseil de gérance peut déléguer la gestion courante des affaires de la Société ainsi que le pouvoir de représenter (et de lier) la Société dans ses affaires au quotidien, à des gérants individuels ou à d'autres fondés de pouvoir ou agents de la Société (avec pouvoir de sous-déléguer). En outre, le conseil de gérance peut déléguer la gestion courante des affaires de la Société, ainsi que le pouvoir de représenter la Société dans ses actes quotidiens à un comité exécutif s'il l'estime nécessaire. Le conseil de gérance détermine les conditions de nomination et de démission ainsi que la rémunération et les pouvoirs de toute personne ou personnes ou comité ainsi nommé.

10.3. Le conseil de gérance peut nommer un secrétaire de la Société qui peut être mais n'est pas nécessairement un membre du conseil de gérance et déterminer ses responsabilités, pouvoirs et son autorité.

Art. 11. Responsabilité des gérants.

11.1. Le(s) gérant(s) ne sont pas tenus personnellement responsables pour les dettes de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils sont responsables pour la performance de leurs obligations.

11.2. Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou qui a été gérant ou fondé de pouvoir de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable représentant et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots «responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, sans limitation, les honoraires d'avocats, frais, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

11.3. Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant ou fondé de pouvoir:

(i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de la conduite de sa fonction;

(ii) Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

11.4. Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant ou fondé de pouvoir peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant ou fondé de pouvoir et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telle personne. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants ou fondés de pouvoir en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

11.5. Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du fondé de pouvoir ou du gérant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent Article.

Art. 12. Droits de vote des Parts Sociales. Sous réserve des présents Statuts, chaque part sociale donne droit à un vote à toutes les assemblées générales des associés de la Société.

Art. 13. Assemblées des associés.

13.1. Les décisions des associés sont prises selon les formes et aux majorités prescrites par la loi luxembourgeoise sur les sociétés par écrit (dans les cas prévus par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée régulièrement constituée des associés de la Société ou toute résolution écrite régulière (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

13.2. Les assemblées seront convoquées par un avis de convocation adressé par lettre recommandée aux associés à leur adresse figurant sur le registre des associés tenu par la Société huit (8) jours au moins avant la date de tenue de cette assemblée. Si l'intégralité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

13.3. En cas de résolutions écrites, le texte de telles résolutions sera envoyé aux associés à leur adresse figurant sur le registre des associés tenu par la Société huit (8) jours au moins avant que la date proposée pour la résolution ne devienne effective. Les résolutions deviendront effectives après l'approbation de la majorité telle que prévue par la loi en ce qui concerne les décisions collectives (ou conformément à la satisfaction des exigences de majorité, à la date fixée dans la présente). Les résolutions écrites prises à l'unanimité pourront être prises à tout moment sans convocation préalable.

13.4. Sauf disposition contraire prévue par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles ont été approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si une telle majorité n'est pas atteinte lors de la première réunion ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des votes exprimés, peu importe la portion du capital représentée; (ii) en outre, excepté si la loi prévoit différemment, les décisions concernant la modification des statuts sont prises (x) à la majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions qui changent la nationalité de la Société sont prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

13.5. La tenue d'une assemblée annuelle ne sera pas requise si le nombre d'associé n'excède pas vingt-cinq (25).

Art. 14. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année pour se terminer le 31 décembre de la même année.

Art. 15. Comptes annuels.

15.1. Chaque année à la fin de l'année comptable, les comptes annuels sont établis par le gérant ou, le cas échéant, par le conseil de gérance.

15.2. Les comptes annuels sont à la disposition des associés au siège social de la Société.

Art. 16. Allocations, Distributions.

16.1. Sur le bénéfice net de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

16.2. Le solde pourra être distribué aux associés sur décision d'une assemblée générale des associés conformément aux dispositions ci-après reprises à l'article 16.6.

16.3. Toute perte nette devra être comptabilisée en contrepartie des réserves reportées en avant (le cas échéant), puis en contrepartie de la Prime des Parts Sociales de Classe I restante, le cas échéant, et lorsqu'il ne reste plus de Prime des Parts Sociales de Classe I, ces pertes devront être comptabilisées en contrepartie de la Prime de Parts Sociales de Classe II, le cas échéant.

16.4. L'assemblée générale des associés pourra décider de verser des dividendes intérimaires sur base des comptes préparés par le conseil de gérance, démontrant que des bénéfices ou réserves (y compris primes) suffisants sont disponibles pour permettre une distribution, étant entendu que le montant distribué ne pourra excéder les profits réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué

des pertes reportées et sommes devant être affectées à la réserve légale (telle que repris à l'article 16.1 ci-dessus) et pourvu que ces distributions s'effectuent seulement conformément à l'article 16.6.

16.5. Le compte de Prime de Parts Sociales peut être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés, pourvu que cette distribution soit réalisée conformément à l'article 16.6. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant issu de la Prime de Parts Sociales sur le compte de la réserve légale.

16.6. Toute distribution de dividendes issu des bénéfices nets, des bénéfices reportés et/ou de la Prime d'Emission disponible ou des réserves doit être réalisée conformément à, et en fonction des Droits de Classe I et des Droits de Classe II au pro rata de leur détention dans la Classe ou les Parts Sociales pertinentes (conformément à et en fonction des Droits de Classe I et des Droits de Classe II). Toute distribution peut être faite indépendamment d'une ou de l'autre Classe conformément à la décision de l'Assemblée Générale (mais toujours conformément et selon les Droits de Classe I et les Droits de Classe II).

Art. 17. Dissolution.

17.1. En cas de dissolution de la Société pour quelque raison que ce soit ou à quelque moment que ce soit, la liquidation sera réalisée par les liquidateurs ou par le conseil de gérance alors nommé qui bénéficieront des pouvoirs prévus par les articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales.

17.2. Une fois que toutes les dettes, charges et dépenses de liquidation ont été payés (ou conformément provisionnés) tout Boni de Liquidation devra être payé aux associés conformément et en fonction des Droits de Classe I et des Droits de Classe II (en liquidation) au pro rata de leur détention de la Classe de Parts Sociales pertinente (conformément à et en fonction des Droits de Classe I et des Droits de Classe II). Un paiement intérimaire du Boni de Liquidation peut être effectué.

Art. 18. Définitions.

assemblée générale	signifie l'assemblée générale de associés de la Société (ou le cas échéant, dans la mesure prévue par la loi les résolutions écrites des associés).
Boni de Liquidation	signifie à la liquidation de la Société tout solde restant après paiement des dettes, charges et dépenses de liquidation (ou leur provisionnement)
Classe	signifie soit la Classe I ou la Classe II des Parts Sociales de la Société
Droit de Classe I	signifie le Droit des Parts Sociales de Classe I à (i) 99,999% de toute distribution (sous quelque forme que ce soit, y compris dividendes, dividendes intérimaires ou rachat ou remboursement de paiements (autres que de liquidation) résultant de Bénéfices (et excluant tout droits de distributions sous quelque forme que ce soit issus ou alloués à la Prime de Parts Sociales de Classe II), (ii) 100% de toute distribution réalisée du montant de Prime de Parts Sociales de Classe I, et (iii) à la liquidation de la Société sur le Boni de liquidation (a) un montant égal à la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe I (pari passu avec tout Droit de Classe II au remboursement de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe II), et (b) tout Boni de Liquidation restant moins tout Droit de Classe II de liquidation.
Droit de Classe II	signifie le Droit des Parts Sociales de Classe II de (i) 0,001% de toute distribution (sous quelque forme que ce soit, y compris dividendes, dividendes intérimaires ou rachat ou remboursement de paiement (autres que de liquidation) résultant de Bénéfices, et (ii) 100% de toute distribution réalisée du montant de Prime de Parts Sociales de Classe II, et (iii) à la liquidation de la Société issu du Boni de liquidation (a) un montant égal à la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe II (pari passu avec tout Droit de Classe I au remboursement de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe I), et (b) un montant égal à la Prime de Parts Sociales de Classe II prévu dans les comptes de la Société au moment de la liquidation.
Parts Sociales de Classe I	signifie les Parts Sociales de Classe I, avec les droits et obligations tels que repris dans les présents Statuts.
Parts Sociales de Classe II	signifie les Parts Sociales de Classe II ayant les droits et obligations tels que repris dans les présents Statuts.
Bénéfices	signifie tout gain (net), revenus ou bénéfices de la Société.
Prime de Parts Sociales	signifie toute Prime de Parts Sociales de Classe I et ou Prime de Parts Sociales de Classe II.
Prime de Parts Sociales de Classe I	signifie toute prime d'émission, apport en réserve ou de compte d'apport de capital de la Société réalisé conformément ou alloué aux Parts Sociales de Classe I ainsi que toute réserve de fusion ou toute prime ou réserve autre que expressément allouée aux Parts Sociales de Classe II.

Prime de Parts Sociales signifie toute prime de parts sociales, apport en réserve ou sur le compte d'apport en capital de la Société réalisé et conformément à ou alloué aux Parts Sociales de Classe II de Classe II.

Art. 19. Associé unique. Si, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société existera en tant que société unipersonnelle, conformément à l'article 179(2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi, sont applicables.

Art. 20. Loi applicable. Pour tout ce qui n'aura pas été prévu dans les présents statuts, les associés se référeront à la législation applicable.

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour, la présente décision a été close.

Dépenses

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison des résolutions ci-dessus sont estimés à environ EUR 7.000,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la demande de la partie comparante, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg le jour susmentionné.

Après avoir lu ce procès-verbal la partie comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: T. HOSS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 avril 2012. Relation: LAC/2012/14935. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 avril 2012.

Référence de publication: 2012040830/736.

(120053962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2012.

SEB 5 - SICAV - FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2370 Howlad, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 131.694.

Im Jahre zweitausendzwoölf, am neunzehnten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg

Sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital in der Form eines spezialisierten Investmentfonds SEB 5 - SICAV -FIS (die «Gesellschaft») mit Sitz in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxemburg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 131.694 zu einer außerordentlichen Generalversammlung erschienen. Die Gesellschaft wurde gemäß notarieller Urkunde vom 11. September 2007 gegründet, welche im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2151 vom 1. Oktober 2007 veröffentlicht wurde. Die Satzung wurde zum letzten Mal vor dem Notar Joseph Gloden, mit Amtssitz in Grevenmacher am 13. Dezember 2007 geändert. Diese Urkunde wurde im Mémorial C Nummer 2996 am 27. Dezember 2007 veröffentlicht.

Die Versammlung wird um 14.15 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Matthias Müller, General Manager der SEB Asset Management S.A., beruflich ansässig in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zur Sekretärin Frau Chantal Leclerc, Senior Officer, Fund Legal, beruflich ansässig in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxemburg.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Sophie Lozinguez, Team Leader Fund Set-Up, beruflich ansässig in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxemburg.

Der Vorsitzende ersucht den Notar folgendes zu beurkunden:

I. Die Tagesordnung der außerordentlichen Generalversammlung lautet wie folgt:

- a) Verlegung des Gesellschaftssitzes
- b) Abänderung des ersten Abschnittes des Artikels 2. der Satzung
- c) Verschiedenes.

II. Die persönlich anwesenden Aktionäre oder deren bevollmächtigte Vertreter sowie die jeweilige Anzahl der Aktien gehen aus der Anwesenheitsliste hervor, welche von den anwesenden Aktionären oder deren bevollmächtigten Vertretern und dem amtierenden Notar unterzeichnet wurde. Diese Anwesenheitsliste sowie die von den bevollmächtigten Vertretern und dem amtierenden Notar ne varietur gezeichneten Vollmachten bleiben vorliegender Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen registriert zu werden.

III. Aus der Anwesenheitsliste und dem Auszug aus dem Aktionärsregister geht hervor, dass von den 284.195 Aktien, die das gesamte Kapital der Gesellschaft repräsentieren, sämtliche 284.195 Aktien in dieser Generalversammlung anwesend oder rechtsgültig vertreten sind.

IV. Gegenwärtige Generalversammlung ist daher gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig.

Nach Beratung fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt den Gesellschaftssitz nach 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald (Gemeinde Hesperange) mit effektivem Datum 1. April 2012 zu verlegen.

Zweiter Beschluss

In Übereinstimmung mit dem Vorhergehenden, entscheiden die Aktionäre den ersten Abschnitt des Artikels 2. der Satzung mit Wirkung zum 1. April 2012 wie folgt abzuändern:

„ **Art. 2. Gesellschaftssitz.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Howald (Gemeinde Hesperange), Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Verwaltungsrates kann der Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde Hesperange verlegt werden“.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wurde die außerordentliche Hauptversammlung um 14.30 geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde in Luxemburg-Stadt, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. MÜLLER, C. LECLERC, S. LOZINGUEZ und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 mars 2012. Relation: LAC/2012/13227. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 2. April 2012.

Référence de publication: 2012040980/56.

(120053967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2012.

SEB Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

R.C.S. Luxembourg B 28.468.

In the year two thousand and twelve, on the nineteenth day of March.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of the company SEB ASSET MANAGEMENT S.A. (hereafter the «Company»).

The Company was incorporated by a deed of Maître Marc Elter, then notary residing in Luxembourg, on 15 July 1988, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 220 from 16 August 1988.

The Articles of Incorporation were amended the last time on 2 December 2005 before Maître Joseph Gloden, notary residing in Grevenmacher. The deed was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1379 from 13 December 2005.

The Company is registered with the “Registre de Commerce et des Sociétés” (Trade and Companies Register) of Luxembourg under the section B and the number 28.468.

The meeting was opened at 02:00 p.m. by Mr Matthias Müller, General Manager of the Company, with professional address at 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg, being in the chair.

The Chairman appoints Mrs Chantal Leclerc, Senior Officer, Fund Legal, with professional address at 6a, Circuit de la Foire Internationale, L1347 Luxembourg, as Secretary.

The meeting elects Mrs Sophie Lozinguez, Team Leader Fund Set-Up, with professional address at 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg, as Scrutineer.

The Shareholder present or represented at the meeting, as well as the number of shares held by them are entered in an attendance list prepared by the persons conducting the meeting, which was signed by the Shareholder and proxy holders present.

This list as well as the proxies signed by the persons conducting the meeting and the notary ne varietur, are attached to this deed and will be registered together.

The Chairman declares and requests the notary to record:

I. That the sole Shareholder of the Company declares that he has been informed of the agenda of this Extraordinary General Shareholder's Meeting and that he waives the requirement of the formal convocation procedure in accordance with Article 17. of the Co-Ordinated Articles of Incorporation of the Company.

II. It appears from the attendance list that the three thousand (3,000) shares with no par value, which constitute the total share capital of the Company and which amounts to EUR two million (EUR 2,000,000.00) are duly represented at the meeting. The quorum required by law is at least fifty per cent of the issued capital and the resolutions must be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes cast at the meeting. Pursuant the attendance, a hundred per cent (100%) of the issued and outstanding shares are present and/or represented.

In accordance with article 67-1 (2) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as modified, the Shareholder's Meeting is consequently regularly constituted and may deliberate and decide upon the items of the following agenda

a. To transfer the registered office to 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald (municipality of Hesperange) with effective date on 1 April 2012.

b. To submit the Company to the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment and to amend Article 4 "Purpose" of the Articles of Incorporation of the Company which shall be worded as follows:

« **Art. 4. Purpose.** The object of the Company is the creation, the administration, the management and the distribution of undertakings for collective investment. More generally the Company may carry out all activities that are allowed to a management company within the limits set forth by Chapter 15 of the Law of 17 December 2010 relating to Undertakings for Collective Investment.

The Company may carry out its activities within the country or abroad and may carry out any operation directly or indirectly incidental or conducive to the attainment of its object.»

c. To replace the current Articles of Incorporation by a new consolidated version.

d. Miscellaneous.

After the foregoing has been approved by the meeting, the following resolutions have been taken unanimously:

First resolution

The Shareholder decides to transfer the registered office to 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald (municipality of Hesperange) with effective date on 1 April 2012.

With effective date on 1 April 2012 Article 2 of the Articles of Incorporation will read as follows:

« **Art. 2. Registered office.** The registered office of the Company is established in Howald (municipality of Hesperange). It may be transferred to any place within the municipality of Hesperange by a simple resolution of the Board of Directors; the transfer of the Company's registered office outside this municipality can be decided only by the general meeting of shareholders.

In the event extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or hinder the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Company.

Such a declaration relating to the transfer of the registered office will be published by one of the Directors or agents of the Company, being designated to represent the Company in the acts concerning the day-to-day management.

Subsidiaries, branches, representative offices or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by simple resolution of the Board of Directors.»

Second resolution

The Shareholder decides to submit the Company to the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment and to amend article 4 of the articles of incorporation so as to read as follows:

« **Art. 4. Purpose.** The object of the Company is the creation, the administration, the management and the distribution of undertakings for collective investment. More generally the Company may carry out all activities that are allowed to a management company within the limits set forth by Chapter 15 of the Law of 17 December 2010 relating to Undertakings for Collective Investment.

The Company may carry out its activities within the country or abroad and may carry out any operation directly or indirectly incidental or conducive to the attainment of its object.

Third resolution

The Shareholder decides to restate the current Articles of Incorporation and to update them by a new consolidated version thereof, to be read as follows:

Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. The Company is a corporation limited by shares («société anonyme») existing under Luxembourg law under the name of SEB ASSET MANAGEMENT S.A.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred to any place within the municipality of Luxembourg by a simple resolution of the Board of Directors; the transfer of the Company's registered office outside this municipality can be decided only by the general meeting of shareholders.

In the event extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or hinder the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Company.

Such a declaration relating to the transfer of the registered office will be published by one of the Directors or agents of the Company, being designated to represent the Company in the acts concerning the day-to-day management.

Subsidiaries, branches, representative offices or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by simple resolution of the Board of Directors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an indefinite period of time.

Art. 4. Purpose. The object of the Company is the creation, the administration, the management and the distribution of undertakings for collective investment. More generally the Company may carry out all activities that are allowed to a management company within the limits set forth by Chapter 15 of the Law of 17 December 2010 relating to Undertakings for Collective Investment.

The Company may carry out its activities within the country or abroad and may carry out any operation directly or indirectly incidental or conducive to the attainment of its object.

Corporate capital - Shares

Art. 5. Corporate capital. The corporate capital is set at EUR two million (EUR 2,000,000.-) consisting of three thousand (3,000) shares with no par value. The shares are fully paid up.

The corporate capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting.

The Company may acquire its own shares subject to the restrictions foreseen by law.

Art. 6. Shares. The shares of the Company are issued in registered form.

A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Company. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number and the amount of shares held by him.

Each transfer of a share shall be recorded on the register of shareholders.

Directors and Authorised Statutory Auditor

Art. 7. Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three (3) members, who need not be shareholders of the Company. The members of the Board of Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting, for a period not exceeding six (6) years. They may be removed at any time by resolution adopted by the shareholders of the Company.

The members of the Board of Directors may be re-elected.

In the event of vacancy in the office of Director the remaining Directors may elect a Director to temporary fill such vacancy until the end of the term. This nomination will be submitted for ratification by the next annual general meeting of shareholders.

The Board of Directors shall have the widest powers to undertake all actions necessary or useful for the attainment of the purpose of the Company, except those expressly reserved to the general meeting of shareholders by the law or these Articles of Incorporation.

The compensation of a member of the Board of Directors is determined by the general meeting of shareholders.

Art. 8. Chairman of the Board of Directors. The Board of Directors chooses among its members a chairman, who shall preside over the meetings of the Board of Directors. It may choose from among its members a vice chairman.

In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Art. 9. Convening of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or in his absence by the vice chairman or any other director. Meetings shall be convened pursuant to notices sent setting forth the agenda of the meeting.

If all the members are present or represented and they consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the meeting may take place without written notification of the meeting.

Meetings shall be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notification of the meeting.

Art. 10. Deliberations of the Board. The Board of Directors may deliberate and act validly, if at least fifty percent (50%) of the members are present or represented. Any Director may act and vote at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telefax, e-mail or any other means of communication another Director as his proxy. In circumstances of emergency, votes may be taken in writing, by telefax, e-mail, telephone or during a videoconference.

Decisions of the Board of Directors shall be taken by simple majority.

The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman and the secretary of the relevant meeting.

If all the members agree, resolutions may be taken in writing or by telefax or any other means of communication (written decision procedure).

Art. 11. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors.

The Company shall also be validly represented by any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 12. Day-to-day Management. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the day-to-day management and representation of the Company to at least two of its members who will be «Managing Directors» or to at least two persons to be appointed as «Managers».

If this authority is delegated to a Director, the prior consent of the general meeting of shareholders is required.

The Company will be bound within the context of the day-to-day management by the joint signatures of any two Directors, two Managers or by the joint signatures of a Director and a Manager.

Art. 13. Authorised Statutory Auditor. The accounts of the Company shall be examined by one or more external, authorized statutory auditors appointed by the general meeting of shareholders.

General meeting of the Shareholders

Art. 14. Rights. The general meeting of shareholders may decide or ratify all acts relating to the operations of the Company. Decisions in relation to the following matters are expressly reserved to it:

- a) the nomination and revocation of members of the Board of Directors as well as the fixing of their compensation
- b) the approval of the annual accounts
- c) the discharge of the Board of Directors
- d) the allocation of the annual results
- e) the amendment of the Company's Articles of Incorporation
- f) the dissolution and liquidation of the Company.

Art. 15. Ordinary General Meeting. The ordinary general meeting shall be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of meeting, on the third Monday of the month of March of each year at 11.00 a.m. or, if such day is a legal or a bank holiday, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day.

Art. 16. Extraordinary General Meeting. Extraordinary general meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective notice of the meeting whether in Luxembourg or abroad.

Art. 17. Notice of General Meetings, Chairmanship. The general meeting of shareholders will meet upon call by the Board of Directors. A meeting must be convened within one month if the shareholders holding one fifth of the share capital make a request to the Board of Directors in writing and specify the agenda for the meeting.

The general meeting shall be convened by registered mail sent to each shareholder.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting, they may waive to comply with the formal convocation procedure.

At the beginning of the meeting, the shareholders choose among themselves a chairman, a secretary and a scrutineer.

Art. 18. Resolutions. Each shareholder is entitled to attend a general meeting. A shareholder may act at any meeting by appointing another shareholder or any third party as his proxy in writing.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by the law of 10 August 1915, resolutions at a general meeting of shareholders will be passed by a simple majority of the votes present or represented.

Minutes of the general meetings' deliberations and resolutions will be kept and signed by the respective chairman, the secretary and the scrutineer.

Accounting Year - Annual Accounts - Allocations of Results - Dividend Advance Payment - Acquisition of Own Shares

Art. 19. Accounting Year. The accounting year of the Company shall begin on January 1st of each year and shall terminate on December 31 of the same year.

Art. 20. Annual Accounts. The Board of Directors draws up the business report and the accounts which include the balance sheet, the profit and loss account and the notes.

Art. 21. Distribution of Profits. From the annual net profit of the Company, five percent (5%) shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be required by law as soon as and as long as such surplus reserve amounts to ten percent (10%) of the par value of the Company's capital.

In consideration of any stipulations in the law and based on the profit allocation proposed by the Board of Directors, the general meeting shall decide on the use of the profit. The dividends declared may be paid at such places and times as determined by the Board of Directors.

Art. 22. Dividend Advance Payments. The Board may make dividend advance payments if authorized to do so by law. The Board of Directors decides on the amount and the date in which such advance payments are made.

Art. 23. Amortization of Capital. The general meeting may decide, without reducing the nominal capital, to use profits and reserves that are distributable, to amortize the capital.

Liquidation of the Company

Art. 24. Dissolution - Liquidation. If the Company is dissolved upon the decision of the general meeting of shareholders, the Company's liquidation shall be carried out by the incumbent members of the Board of Directors acting as liquidators unless the general meeting of shareholders appoints other liquidators. The general meeting of shareholders determines their powers and their compensation.

Final Provisions

Art. 25. Final Provisions. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with Luxembourg legal requirements, especially the law of 10 August 1915 on commercial companies and the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment.

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at 02:15 p.m.

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the persons appearing, the present deed is worded in English, followed by a German version; on request of the same persons and in case of any difference between the English and the German text, the English text will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, said persons appearing signed with us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung der vorgenannten Urkunde:

Im Jahre zweitausendzwoölf, am neunzehnten März.

Vor dem Notar Henri Hellinckx mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre zu einer außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschaft SEB ASSET MANAGEMENT S.A. (nachfolgend die „Gesellschaft“) zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde vom 15. Juli 1988 des Notars Marc Elter mit dem damaligen Amtssitz in Luxemburg. Diese Urkunde wurde im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 220 vom 16. August 1988 veröffentlicht.

Die Satzung wurde zum letzten Mal am 2. Dezember 2005 vor dem Notar Joseph Gloden mit Amtssitz in Grevenmacher abgeändert. Diese Urkunde wurde im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1379 vom 13. Dezember 2005 veröffentlicht.

Die Gesellschaft ist beim Handelsregister in Luxemburg unter der Nummer B 28.468 eingetragen.

Die Versammlung wird um 14:00 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Matthias Müller, General Manager der Gesellschaft, mit Berufsadresse in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende bestimmt Frau Chantal Leclerc, Senior Officer, Fund Legal, mit Berufsadresse in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxemburg, zur Schriftführerin der Versammlung.

Die Versammlung beruft Frau Sophie Lozinguez, Team Leader Fund Set-Up, mit Berufsadresse in 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxemburg, zur Stimmzählerin.

Die bei der gegenwärtigen Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre, sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien wurden auf einer von der Versammlungsleitung angefertigten und von den anwesenden Aktionären und den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre unterschriebenen Anwesenheitsliste aufgeführt.

Diese Anwesenheitsliste bleibt, zusammen mit den darin aufgeführten Vollmachten, nachdem sie von der Versammlungsleitung und dem amtierenden Notar ne varietur unterzeichnet wurde, der gegenwärtigen Urkunde beigelegt, um mit dieser eingetragen zu werden.

Der Vorsitzende gibt folgende Erklärungen ab und ersucht den amtierenden Notar, diese zu beurkunden:

I. Der einzige Aktionär der Gesellschaft erklärt, dass er von der Tagesordnung dieser außerordentlichen Generalversammlung informiert wurde und dass er auf die Anforderungen der formellen Einberufungsverfahren in Übereinstimmung mit Artikel 17. von der koordinierten Satzung der Gesellschaft verzichtet.

II. Es geht aus der Anwesenheitsliste hervor, dass die dreitausend (3.000) nennwertlosen Aktien, die das gesamte Aktienkapital von zwei Millionen Euro (EUR 2.000.000,-) darstellen, vollständig bei dieser Hauptversammlung vertreten sind. Die gesetzlich vorgeschriebene Beschlussfähigkeit beläuft sich auf mindestens 50 Prozent des ausgegebenen Kapitals. Der Beschluss wird durch mindestens zwei Dritteln der Stimmen in der Sitzung gültig gemacht. Gemäß Anwesenheit, sind hundert Prozent (100%) der ausgegebenen und ausstehenden Aktien vorhanden und / oder vertreten.

Laut Artikel 67-1 (2) des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie geändert, ist die außerordentliche Generalversammlung ordnungsgemäß zusammengesetzt und kann gültig über alle Punkte der folgenden Tagesordnung entscheiden.

III. Die Tagesordnung der gegenwärtigen Versammlung sieht folgendes vor:

a. den Gesellschaftssitz mit effektivem Datum zum 1. April 2012 nach 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald (Gemeinde Hesperange) zu verlegen

b. die Gesellschaft dem Luxemburger Gesetz vom 17. Dezember über Organismen für gemeinsame Anlagen zu unterbreiten und Artikel „4“ wie folgt neu zu fassen:

„ **Art. 4. Gesellschaftszweck.** Zweck der Gesellschaft ist die Auflegung, die Verwaltung, das Management und der Vertrieb von Organismen für gemeinsame Anlagen.

Generell kann die Gesellschaft alle Aktivitäten ausüben, die einer Verwaltungsgesellschaft im Rahmen der Bestimmungen des Kapitels 15 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen erlaubt sind.

Die Gesellschaft kann ihre Tätigkeit im In- und Ausland ausüben und alle sonstigen Geschäfte betreiben, die direkt oder indirekt an den Gesellschaftszweck anknüpfen oder diesem dienen oder nützlich sind.“

c. Integrale Satzungsänderung

d. Verschiedenes

Nachdem die Hauptversammlung den Erklärungen des Vorsitzenden zugestimmt hat, hat sie nach Besprechung der einzelnen Punkte diese angenommen und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Der einzige Aktionär entscheidet den Gesellschaftssitz nach 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald (Gemeinde Hesperange) mit effektivem Datum zum 1. April 2012 zu verlegen, und Artikel 2 der Satzung abzuändern um ihm mit effektivem Datum zum 1. April 2012 folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 2. Sitz.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Howald (Gemeinde Hesperange). Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde Hesperange verlegt werden; die Verlegung des Gesellschaftssitzes außerhalb dieser Gemeinde kann nur durch Beschluss der Generalversammlung erfolgen.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur vollständigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese vorübergehende Maßnahme hat keinerlei Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der zeitweiligen Verlegung des Sitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleiben wird.

Die Bekanntmachung einer derartigen Verlegung hat durch die Organe, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt sind, zu erfolgen.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Tochtergesellschaften, Niederlassungen, Zweigstellen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.“

Zweiter Beschluss

Der einzige Aktionär beschließt weiterhin die Gesellschaft den Bestimmungen des Kapitels 15 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen zu unterbreiten und Artikel 4 der Satzung abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 4. Gesellschaftszweck.** Zweck der Gesellschaft ist die Auflegung, die Verwaltung, das Management und der Vertrieb von Organismen für gemeinsame Anlagen.

Generell kann die Gesellschaft alle Aktivitäten ausüben, die einer Verwaltungsgesellschaft im Rahmen der Bestimmungen des Kapitels 15 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen erlaubt sind.

Die Gesellschaft kann ihre Tätigkeit im In- und Ausland ausüben und alle sonstigen Geschäfte betreiben, die direkt oder indirekt an den Gesellschaftszweck anknüpfen oder diesem dienen oder nützlich sind.“

Dritter Beschluss

Der einzige Aktionär beschließt die komplette Neufassung der Satzung der Gesellschaft welche wie folgt lautet:

Bezeichnung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck

Art. 1. Bezeichnung. Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft nach luxemburgischem Recht und führt den Namen „SEB ASSET MANAGEMENT S.A.“.

Art. 2. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden; die Verlegung des Gesellschaftssitzes außerhalb dieser Gemeinde kann nur durch Beschluss der Generalversammlung erfolgen.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur vollständigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese vorübergehende Maßnahme hat keinerlei Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der zeitweiligen Verlegung des Sitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleiben wird.

Die Bekanntmachung einer derartigen Verlegung hat durch die Organe, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt sind, zu erfolgen.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Tochtergesellschaften, Niederlassungen, Zweigstellen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Art. 3. Dauer. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist die Auflegung, die Verwaltung, das Management und der Vertrieb von Organismen für gemeinsame Anlagen.

Generell kann die Gesellschaft alle Aktivitäten ausüben, die einer Verwaltungsgesellschaft im Rahmen der Bestimmungen des Kapitels 15 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen erlaubt sind.

Die Gesellschaft kann ihre Tätigkeit im In- und Ausland ausüben und alle sonstigen Geschäfte betreiben, die direkt oder indirekt an den Gesellschaftszweck anknüpfen oder diesem dienen oder nützlich sind.

Aktienkapital - Aktien

Art. 5. Aktienkapital. Das Aktienkapital beträgt zwei Millionen Euro (EUR 2.000.000), eingeteilt in dreitausend (3.000) Aktien ohne Nennwert. Alle Aktien sind voll eingezahlt.

Das Aktienkapital kann durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre erhöht oder reduziert werden.

Die Gesellschaft kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Art. 6. Aktien. Die Aktien werden als Namensaktien ausgegeben.

Die Namensaktien sind in das Aktienregister einzutragen, das am Gesellschaftssitz geführt wird. Dieses Aktienregister wird den Namen eines jeden Inhabers, seinen Wohnort oder Sitz, die Nummer und Anzahl der ihm gehörigen Aktien beinhalten.

Jede Übertragung einer Aktie ist in das Aktienregister einzutragen.

Verwaltung - Prüfung

Art. 7. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die nicht Aktionäre zu sein brauchen. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von der Generalversammlung für eine Dauer von maximal sechs Jahren ernannt. Sie können von der Generalversammlung jederzeit aberufen werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder sind wieder wählbar.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger für den Rest der Amtsdauer bestellen. Die nächstfolgende Generalversammlung nimmt dann die endgültige Wahl vor.

Der Verwaltungsrat hat die ausgedehntesten Befugnisse, um alle Handlungen vorzunehmen, die für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der Angelegenheiten, die durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Die eventuelle Vergütung der Verwaltungsratsmitglieder wird von der Generalversammlung festgelegt.

Art. 8. Vorsitzender. Der Verwaltungsrat wählt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden, der die Sitzungen des Verwaltungsrates leitet. Es kann ein stellvertretender Vorsitzender gewählt werden.

Für den Fall, dass bei einer Versammlung gleich viele Stimmen für und gegen einen Beschluss stimmen, entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Art. 9. Einberufung des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder bei dessen Verhinderung durch den stellvertretenden Vorsitzenden oder ein anderes Mitglied einberufen. Die Einladung hat unter Mitteilung der Tagesordnung zu erfolgen.

Wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung im Voraus gekannt zu haben oder mit der vorgeschlagenen Tagesordnung einverstanden sind, ist eine Sitzung auch ohne Einberufungsschreiben als rechtmäßig abgehalten zu betrachten.

Sitzungen des Verwaltungsrates finden am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, in der Einladung zu bestimmenden Ort statt.

Art. 10. Beschlussfähigkeit. Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich in der Sitzung des Verwaltungsrates mittels einer Vollmacht durch ein anderes Mitglied vertreten und sein Stimmrecht in seinem Namen ausüben lassen. Die Vollmacht kann durch eine privatschriftliche Urkunde, Fernschreiben, Fernkopierer, E-Mail oder Telegramm erteilt werden. In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, durch Telefax, per E-Mail, über Telefon oder Videokonferenz erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst.

Die Protokolle der Verwaltungsratsitzungen werden von dem Vorsitzenden und vom Schriftführer der betreffenden Verwaltungsrats-Sitzung unterschrieben.

Im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege, das heißt durch Brief, Fernschreiben, E-Mail oder Telefax gefasst werden (schriftliches Beschlussverfahren).

Art. 11. Gesellschaftsverpflichtung. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtskräftig verpflichtet.

Im Übrigen wird die Gesellschaft durch Sonderbevollmächtigte im Rahmen ihres Mandats rechtsgültig vertreten.

Art. 12. Tägliche Geschäftsführung. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die Vertretung der Gesellschaft hinsichtlich dieser Geschäftsführung an mindestens zwei seiner Mitglieder, die als "geschäftsführende Verwaltungsratsmitglieder" bezeichnet werden, übertragen, oder an mindestens zwei andere Personen, die den Titel "Geschäftsführer" tragen.

Die Übertragung dieser Vollmachten an ein Verwaltungsratsmitglied unterliegt der vorherigen Beschlussfassung der Generalversammlung der Aktionäre.

Im Rahmen der täglichen Geschäftsführung wird die Gesellschaft Dritten gegenüber durch gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, zwei Geschäftsführern oder durch die Unterschrift von einem Verwaltungsratsmitglied zusammen mit einem Geschäftsführer verpflichtet.

Art. 13. Zugelassene Rechnungsprüfer. Die Prüfung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere externe, zugelassene Rechnungsprüfer, die von der Generalversammlung der Aktionäre vertraglich verpflichtet werden.

Generalversammlung der Aktionäre

Art. 14. Befugnisse. Die Generalversammlung der Aktionäre kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Ihr sind insbesondere folgende Beschlüsse vorbehalten:

- a) Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates sowie die Festsetzung ihrer Vergütungen;
- b) Genehmigung des Jahresabschlusses;
- c) Entlastung des Verwaltungsrates;
- d) Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses;
- e) Änderung der Satzung
- f) Auflösung und Liquidierung der Gesellschaft

Art. 15. Ordentliche Generalversammlung. Die ordentliche Generalversammlung findet am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung bestimmten Ort jeweils um 11:00 Uhr am dritten Montag des Monats März eines jeden Jahres oder, wenn dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag oder einen Bankfeiertag fällt, am nächsten darauf folgenden Bankarbeitstag statt.

Art. 16. Außerordentliche Generalversammlung. Außerordentliche Generalversammlungen können jederzeit an einem beliebigen Ort innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg einberufen werden.

Art. 17. Einberufung, Vorsitz. Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen. Sie muss binnen eines Monats einberufen werden, wenn die Aktionäre, die ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, den Verwaltungsrat hierzu schriftlich mit Angabe der Tagesordnung auffordern.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt durch eingeschriebenen Brief an die Aktionäre.

Sind alle Aktionäre in einer Generalversammlung anwesend oder vertreten, so können sie auf die Einhaltung der förmlichen Einberufung verzichten.

Zu Beginn der Sitzung bestimmt die Generalversammlung aus ihrer Mitte den Vorsitzenden, einen Schriftführer sowie einen Stimmenzähler.

Art. 18. Beschlüsse. Jeder Aktionär ist berechtigt, an der Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich aufgrund privatschriftlicher Vollmacht durch einen anderen Aktionär oder durch einen Dritten vertreten lassen.

Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Beschlüsse der Generalversammlung werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen gefasst, sofern die Vorschriften des Gesetzes vom 10. August 1915 nichts anderes verfügen.

Über die Verhandlungen und Beschlüsse der Generalversammlungen werden Protokolle geführt, die vom jeweiligen Vorsitzenden, dem Schriftführer sowie dem Stimmenzähler unterzeichnet werden.

Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinnverteilung Vorschussdividenden - Kapitaltilgung

Art. 19. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 20. Jahresabschluss. Der Verwaltungsrat erstellt den Geschäftsbericht und den Jahresabschluss, der die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, sowie den Anhang umfasst.

Art. 21. Gewinnausschüttung. Fünf (5) Prozent des Reingewinns fließen dem gesetzlichen Reservefonds zu. Diese Zuweisung ist nicht mehr zwingend notwendig, wenn und solange der Reservefonds zehn (10) Prozent des Nennwertes des Kapitals beträgt.

Unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen und auf der Grundlage eines Gewinnverwendungsvorschlags des Verwaltungsrates befindet die Generalversammlung über die Verwendung des Gewinns. Die auszuschüttende Dividende gelangt an den vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Orten und Zeitpunkten zur Auszahlung.

Art. 22. Vorschussdividenden. Der Verwaltungsrat kann, soweit gesetzlich zulässig, Vorschussdividenden auszahlen. Der Verwaltungsrat beschließt den Betrag und das Datum, an dem ein solcher Vorschuss ausgezahlt wird.

Art. 23. Kapitaltilgung. Die Generalversammlung kann ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung beschließen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu verwenden.

Auflösung der Gesellschaft

Art. 24. Auflösung - Liquidation. Wird die Gesellschaft durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst, so wird die Liquidation von den amtierenden Verwaltungsratsmitgliedern als Liquidatoren durchgeführt, wenn nicht die Generalversammlung andere Liquidatoren ernennt. Die Generalversammlung setzt deren Befugnisse und Vergütung fest.

Schlussbestimmung

Art. 25. Schlussbestimmung. Für sämtliche Punkte, welche durch diese Satzung nicht festgelegt sind, wird auf die luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere auf die Gesetze vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften und vom 17. Dezember 2010 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen, hingewiesen.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wurde die außerordentliche Hauptversammlung um 14.15 geschlossen.

Der Unterzeichnete Notar der englisch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass auf Begehren der oben erwähnten Parteien gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung abgefasst worden ist; auf Begehren der erwähnten Personen und im Falle der Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text ist der englische Text maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Datum wie Eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an die dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Komparanten, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit uns Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: M. MÜLLER, C. LECLERC, S. LOZINGUEZ und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 mars 2012. Relation: LAC/2012/13226. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehren erteilt.

Luxemburg, den 2. April 2012.

Référence de publication: 2012039435/451.

(120052754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

SEB 6 - SICAV - FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 131.561.

Im Jahre zweitausendzwoölf, am neunzehnten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital in der Form eines spezialisierten Investmentfonds SEB 6 - SICAV - FIS (die «Gesellschaft») mit Sitz in 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxemburg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 131.561 zu einer außerordentlichen Generalversammlung erschienen. Die Gesellschaft wurde gemäß notarieller Urkunde vom 11. September 2007 gegründet, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2151 vom 1. Oktober 2007 veröffentlicht wurde. Die Satzung wurde zum letzten Mal vor dem Notar Joseph Gloden, mit Amtssitz in Grevenmacher am 13. Dezember 2007 geändert. Diese Urkunde wurde im Mémorial C Nummer 2996 am 27. Dezember 2007 veröffentlicht.

Die Versammlung wird um 14.30 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Matthias Müller, General Manager der SEB Asset Management S.A., beruflich ansässig in 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zur Sekretärin Frau Chantal Leclerc, Senior Officer, Fund Legal, beruflich ansässig in 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxemburg.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Sophie Lozinguez, Team Leader Fund Set-Up, beruflich ansässig in 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxemburg.

Der Vorsitzende ersucht den Notar folgendes zu beurkunden:

I. Die Tagesordnung der außerordentlichen Generalversammlung lautet wie folgt:

- a) Verlegung des Gesellschaftssitzes
- b) Abänderung des ersten Abschnittes des Artikels 2 der Satzung
- c) Verschiedenes.

II. Die persönlich anwesenden Aktionäre oder deren bevollmächtigte Vertreter sowie die jeweilige Anzahl der Aktien gehen aus der Anwesenheitsliste hervor, welche von den anwesenden Aktionären oder deren bevollmächtigten Vertretern und dem amtierenden Notar unterzeichnet wurde. Diese Anwesenheitsliste sowie die von den bevollmächtigten Vertretern und dem amtierenden Notar ne varietur gezeichneten Vollmachten bleiben vorliegender Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen registriert zu werden.

III. Aus der Anwesenheitsliste und dem Auszug aus dem Aktionärsregister geht hervor, dass von den 28.403,151 Aktien, die das gesamte Kapital der Gesellschaft repräsentieren, sämtliche 28.403,151 Aktien in dieser Generalversammlung anwesend oder rechtsgültig vertreten sind.

IV. Gegenwärtige Generalversammlung ist daher gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig.

Nach Beratung fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt den Gesellschaftssitz nach 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald (Gemeinde Hesperange) mit effektivem Datum 1. April 2012 zu verlegen.

Zweiter Beschluss

In Übereinstimmung mit dem Vorhergehenden, entscheiden die Aktionäre den ersten Abschnitt des Artikels 2. der Satzung mit Wirkung zum 1. April 2012 wie folgt abzuändern:

„ **Art. 2. Gesellschaftssitz.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Howald (Gemeinde Hesperange), Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Verwaltungsrates kann der Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde Hesperange verlegt werden.“

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wurde die außerordentliche Hauptversammlung um 14.45 geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde in Luxemburg-Stadt, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. MÜLLER, C. LECLERC, S. LOZINGUEZ und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 mars 2012. Relation: LAC/2012/13229. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxembourg, den 2. April 2012.

Référence de publication: 2012040981/56.

(120053976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2012.

OMG Immobilien S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 140.423.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-seventh of December.

Before Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg.

APPEARED:

- "NVG Investments S.à r.l.", with registered office at 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered at the Commercial and Companies Register in Luxembourg under number B 125848, incorporated by deed dated February 14th, 2007 and enacted by Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, as published in the 'Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations' dated June 5th, 2007 under number 1059

Here represented by Mr Gianpiero SADDI, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Which power of attorney, after being signed ne varietur by the proxy and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing party, represented as stated here above, have requested the notary to enact the following:

- That the 'société à responsabilité limitée' "OMG Immobilien S.à r.l.", with registered office at 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered at the Commercial and Companies Register in Luxembourg under number B 140423, incorporated by deed dated July 18th, 2008 and enacted by Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, as published in the 'Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations' dated August 18th, 2008 under number 1998, hereafter the 'Company'.

- That the share capital of the Company amounts to EUR 12,500. (twelve thousand five hundred euro) represented by 500 (five hundred) shares of EUR 25.-(twenty five euro) each.

- That the appearing party is the sole shareholder of the Company.

- That the appearing party fixed the agenda as follows:

Agenda

1. Amendment of article 16 of the articles of incorporation;

2. Miscellaneous.

- That, based on the aforementioned agenda, the appearing party took the following resolution:

Sole resolution

It is decided to amend article 16 of the Articles of Association to read as follows:

" Art. 16.

§ 1. The fiscal year shall begin on the 1st of January and terminate on the 31st of December.

§ 2. Each year, with reference to December 31, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

§ 3. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company. The Board of Managers may decide to distribute an interim dividend."

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organisation, is approximately EUR 1000.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing party, the said party appearing signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille onze, le vingt-sept décembre.

Pardevant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

- «NVG Investments S.à r.l.», ayant son siège social au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 125848, constituée suivant acte reçu en date du 14 février 2007 par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, tel que publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 5 juin 2007, sous le numéro 1059

Ici représentée par Mr Gianpiero SADDI, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée «OMG Immobilien S.à r.l.», ayant son siège social au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 140423, constituée suivant acte reçu en date du 18 juillet 2008 par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, tel que publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 8 août 2008, sous le numéro 1998, ci-après la 'Société'.

- Que le capital social de la Société s'élève à EUR 12.500, (douze mille cinq cent euros) représenté par 500 (cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,-(vingt-cinq euros) chacune.

- Que la comparante est l'associée actuelle de la Société.

- Que la comparante a fixé l'ordre du jour comme suit:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 16 des statuts;

2. Divers.

Que, compte tenu de l'ordre du jour défini ci-avant, la comparante a pris la résolution suivante:

Résolution unique

Il est décidé de modifier l'article 16 des statuts comme suit:

« Art. 16.

§ 1. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

§ 2. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

§ 3. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le Conseil de gérance peut décider de verser un dividende intérimaire.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, qui pourraient incomber à la société ou être mis à sa charge suite au présent acte, est estimé approximativement à la somme de EUR 1000.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, la comparante a signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 décembre 2011. LAC/2011/59296. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,
Le Receveur (signé): pd Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication
au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mars 2012.

Référence de publication: 2012028787/108.

(120037176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2012.

Sostmeier Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3515 Dudelange, 80, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 160.601.

Les comptes annuels au 30 Septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012029526/10.

(120037923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Square Meter S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 142.182.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2012029527/10.

(120038058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

SWL S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 85.782.

Les comptes annuels au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012029529/10.

(120038442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

SWL S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 85.782.

Les comptes annuels au 30 septembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012029530/10.

(120038443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Tatanka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 124.037.

EXTRAIT

Nouvelle adresse de l'administrateur Monsieur Nicola BOGGIO CASERO: c/o Restaurant Löwen, Dorfstrasse 29,
CH-9108 Gonten

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2012029539/11.

(120038183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Zimmer Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 101.255.

Veillez prendre note que la gérante, Madame Ruth BRAND, a changé de nom et se nomme désormais Madame Ruth VON WYL.

Luxembourg, le 7 mars 2013.

Pour avis sincère et conforme

Pour Zimmer Luxembourg II S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012029583/13.

(120038263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Mayreau Investissement S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 139.610.

Conformément aux dispositions de l'article 51 bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'administrateur LANNAGE S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-63130, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société MAYREAU INVESTISSEMENT S.A., société de gestion de patrimoine familial, société anonyme: Monsieur Yves BIEWER, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en remplacement de Madame Marie BOUR-LOND.

Luxembourg, le 06 mars 2012.

Pour: MAYREAU INVESTISSEMENT S.A., société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Lionel Argence-Lafon

Référence de publication: 2012030222/20.

(120039274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2012.

Boyar Estates S.A., Société Anonyme.

Capital social: USD 36.070.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 81.300.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 23 décembre 2011

L'associé unique de la société a pris connaissance du rapport du commissaire à la liquidation et approuvé le rapport du liquidateur et le rapport du commissaire à la liquidation.

L'associé unique de la société a décidé de clôturer la liquidation de la société avec effet au 23 décembre 2011.

Les livres et documents sociaux de la société seront conservés au 40, avenue Monterey L-2163 Luxembourg, pendant cinq ans à compter de la date de publication de cette mention au mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 Mars 2012.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012029741/19.

(120039084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2012.

Unitec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 38D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 69.447.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012029554/9.

(120038260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

B.I.L. S.A., Bureau Immobilier de Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 90, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 154.137.

L'an deux mille douze et le mardi six mars (6.03.2012)

L'assemblée générale de la société a décidé de:

- révoquer Madame ABOUD Ouided, née le 15 octobre 1963 à Gafsa (Tunisie) et demeurant 90 rue des maraichers L-2124 à Luxembourg, de ses fonctions d'Administrateur de la société avec effet immédiat.

- Charger Monsieur EL KHAL Bouraoui, Architecte, né le 20 mars 1942 à Monastir (Tunisie), demeurant 134 rue des muguets L-2167 Luxembourg, de la fonction d'Administrateur de la société avec les pouvoirs les plus étendus, pour une durée de six(6)années à compter de la date de la présente.

Extrait fait et signé par l'Administrateur de la société le 06 mars 2012

Signature.

Référence de publication: 2012029605/16.

(120038575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Uzel Corporation Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 111.999.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 mars 2012.

Référence de publication: 2012029555/10.

(120038432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Vatico S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6581 Rosport, 27, Douaniersheischen.

R.C.S. Luxembourg B 146.413.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012029561/9.

(120038435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Velizy Investment S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 149.281.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012029562/10.

(120038373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Verdoso Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 59.863.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire, tenue au siège de la société, en date du 26 janvier 2012:

1. Acceptation de la démission de Bernard HERMAN, domicilié professionnelle au 10 avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, comme administrateur B.

2. Nomination de Chris KOK, né le 30 août 1945 à Amersfoort (Pays-Bas), domicilié 26 rue de Sandweiler, L-5362 Schrassig, comme administrateur B, jusqu'au 08.01.2015

Fait à Luxembourg, le 7 mars 2012.

Un mandataire

Référence de publication: 2012029563/14.

(120038366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Welland (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 139.769.

—
Les comptes annuels au 31 octobre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012029567/11.

(120037988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

ESD Financière Luxembourgeoise S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 164.077.

—
L'an deux mille douze, le vingt-neuf février.

Pardevant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «ESD FINANCIERE LUXEMBOURGEOISE S.A.», ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, numéro B 164077, constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 octobre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2931 du 30 novembre 2011.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Nicole HENOUMONT, employée privée, demeurant professionnellement à L1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Stéphanie LAHAYE, employée privée, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Renonciation aux modalités légales relatives aux convocations de l'assemblée;

2. Modification de l'objet social de la société par l'ajout d'un paragraphe à l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, marques et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, marques et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, exploiter et faire mettre en valeur ces affaires, marques et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société a également pour objet la vente, l'import et l'export de tous produits décoratifs autocollants ou non et ceci par tous les moyens.

La société a également pour objet la vente de boissons énergétiques.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.».

3. Modification de l'article 12, alinéa 1^{er} des statuts comme suit:

«La société sera engagée relativement à l'activité de vente, d'import et d'export de tous produits décoratifs autocollants ou non et la vente de boissons énergétiques, par la signature conjointe de l'administrateur-délégué titulaire de l'autorisation de commerce et d'un autre administrateur. Pour le volet autre que celui relatif à l'activité de vente, d'import et d'export de tous produits décoratifs autocollants ou non et la vente de boissons énergétiques, la société sera engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué n'ayant pas l'autorisation de commerce ou par la signature conjointe de deux administrateurs.».

4. Nomination de Monsieur Joël MARECHAL au poste d'administrateur.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentaire.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'Ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société représentés à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts relatif à l'objet social en lui ajoutant le paragraphe suivant:

«La société a également pour objet la vente, l'import et l'export de tous produits décoratifs autocollants ou non et ceci par tous les moyens.

La société a également pour objet la vente de boissons énergétiques.».

En conséquence, l'article 3 des statuts aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3.** La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, marques et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, marques et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, exploiter et faire mettre en valeur ces affaires, marques et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société a également pour objet la vente, l'import et l'export de tous produits décoratifs autocollants ou non et ceci par tous les moyens.

La société a également pour objet la vente de boissons énergétiques.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.».

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 12, alinéa 1^{er} qui aura désormais la teneur suivante:

«La société sera engagée relativement à l'activité de vente, d'import et d'export de tous produits décoratifs autocollants ou non et la vente de boissons énergétiques, par la signature conjointe de l'administrateur-délégué titulaire de l'autorisation de commerce et d'un autre administrateur. Pour le volet autre que celui relatif à l'activité de vente, d'import et d'export de tous produits décoratifs autocollants ou non et la vente de boissons énergétique, la société sera engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué n'ayant pas l'autorisation de commerce ou par la signature conjointe de deux administrateurs.».

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer comme administrateur, Monsieur Joël MARECHAL, comptable, né le 12 septembre 1968 à Arlon (Belgique), demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

Son mandat prendra fin à l'issue de assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en 2017.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Réunion du Conseil d'Administration

Ensuite, les membres du conseil d'administration, tous présents ou représentés, ont confirmé à l'unanimité pour une période indéterminée, Monsieur Fabrice LEFEVRE, à son poste d'administrateur-délégué et ont désigné à l'unanimité au poste d'administrateur-délégué, pour une période indéterminée, Monsieur Joël MARECHAL, comptable, né le 12 septembre 1968 à Arlon (Belgique), demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

Conformément à l'article 12, alinéa 1^{er} des statuts, la société sera engagée par la signature individuelle de Monsieur Fabrice LEFEVRE ou par la signature conjointe de deux administrateurs, à l'exception pour l'activité de vente, d'import et d'export de tous produits décoratifs autocollants ou non et la vente de boissons énergétiques, par la signature conjointe de Monsieur Joël MARECHAL et d'un autre administrateur.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: N. HENOUMONT, S. LAHAYE, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 01 mars 2012. Relation: MER/2012/463. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 5 mars 2012.

Référence de publication: 2012028051/125.

(120036892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2012.

GA BERLIN III HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 90.364.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-seventh of February. Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) GA BERLIN III InvestCo S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 3-7, Rue Goell, L-5326 Contern, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 90.363, holding twentyfive point five (25.5) shares in the share capital of the Company; and

2) GA MAJOR HOLDCO B.V., incorporated under the laws of the Netherlands, having its registered office at 123, Frederick Roeskestraat, NL-1076 Amsterdam, registered with The Netherlands' Trade and Companies' Register under number 34259730, holding four hundred seventy-four point five (474.5) shares in the capital of the Company.

The parties here above mentioned are duly represented by Mrs Corinne PETIT, private employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, pursuant to two proxies, one of them given under private seal in Luxembourg on February 22nd, 2012.

The proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

Such appearing parties being the sole shareholders of GA BERLIN III HoldCo S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3-7, Rue Goell, L-5326 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 90.364, incorporated pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notary then residing in Luxembourg, on December 17th, 2002, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial C"), number 94, dated January 30th, 2003 (hereinafter "the Company"). The Articles of Incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette, on October 28th, 2008, published in the Mémorial C, number 2728 dated November 8th, 2008.

The general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Change of the registered office of the Company to 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;
2. Consequent amendment of article 4 of the articles of incorporation;
3. Miscellaneous.

The appearing parties representing the entire share capital then took the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders decides to transfer the registered office of the Company from 3-7, Rue Goell, L-5326 Luxembourg to 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg with immediate effect.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution article 4 of the articles of incorporation shall be amended as follows:

" **Art. 4.** The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg."

There being no further business, the meeting is closed.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing person, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said persons signed together with the notary this deed.

Suit la traduction française de ce qui précède

L'an deux mille douze, le vingt-sept février.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) GA BERLIN III InvestCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 3-7, Rue Goell, L-5326 Contern, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.363, détenant vingt-cinq virgule cinq (25,5) parts sociales du capital social de la Société; et

2) GA MAJOR HOLDCO B.V., constituée et existant selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social au 123, Frederick Roeskestraat, NL-1076 Amsterdam, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés des Pays-Bas sous le numéro 34259730, détenant quatre cent soixante-quatorze virgule cinq (474,5) parts sociales du capital social de la société.

Les parties indiquées ci-dessus sont dûment représentées par Madame Corinne PETIT, employée privée, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu de deux procurations, l'une d'entre elles donnée sous seing privé à Luxembourg le 22 février 2012.

Les procurations, signées «ne varietur» par le mandataire des comparants et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparantes sont les seuls associés de la société GA BERLIN III HoldCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 3-7, Rue Goell, L-5326 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.364, constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 17 décembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial C»), numéro 94 du 30 janvier 2003 (ci-après la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 28 octobre 2008, publié au Mémorial C, numéro 2728 du 8 novembre 2008.

L'Assemblée générale des associés est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Modification du siège social de la Société au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;
2. Modification subséquente de l'article 4 des statuts;
3. Divers.

Les comparantes, représentant l'intégralité du capital social, ont ainsi pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société du 3-7, Rue Goell, L-5326 Contern au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, avec effet immédiat.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 4 des statuts de la Sociétés comme suit:

« **Art. 4.** Le siège social de la Société est établi à la Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital, s'élève à environ mille deux cents euros (1.200.-EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 février 2012. LAC/2012/9456. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mars 2012.

Référence de publication: 2012028636/109.

(120037045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2012.

Vicon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 152.518.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07/03/2012.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2012029564/12.

(120038620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

CVC Capital Partners (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 90.106.

—
EXTRAIT

Suite aux décisions prises par l'associé unique en date du 07 Février 2012, il résulte que:

- Monsieur Pierre Denis, employé, né le 4 Décembre 1966 à Verviers (Belgique), ayant son adresse professionnelle à 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg a été nommé gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée en remplacement de Mme Bénédicte Moens-Colleaux, gérant démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 Mars 2012.

C Ronfort

Un mandataire

Référence de publication: 2012029790/17.

(120038801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2012.

Whereland Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 140.008.

—
Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07/03/2012.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2012029568/12.

(120038102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

WM Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 115.212.

—
Le bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2012.

Référence de publication: 2012029571/10.

(120038576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

WM Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 115.212.

—
Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2012.

Référence de publication: 2012029572/10.

(120038578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

WM Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 115.212.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2012.

Référence de publication: 2012029573/10.

(120038579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Wauremont Holding S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 49.065.

Par la présente, la soussignée D.S. CORPORATION S.A. dénonce, avec effet immédiat, le siège social de la société anonyme WAUREMONT HOLDING S.A. R.C. B n° 49 065, qui était fixé au 49, boulevard du Prince Henri, a I-1724 Luxembourg.

Luxembourg, le 20 février 2012.

D.S. CORPORATION S.A.

Signature

Référence de publication: 2012029680/12.

(120038153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Douglas Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 157.393.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'administrateur LANNAGE S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-63130, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société DOUGLAS PRIVATE S.A. SPF, société anonyme: Monsieur Yves BIEWER, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en remplacement de Madame Marie BOURLOND.

Luxembourg, le 06 mars 2012.

Pour: DOUGLAS PRIVATE S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Lionel Argence-Lafon

Référence de publication: 2012029616/18.

(120038212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Aerium Retail Properties Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 110.320.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012029690/9.

(120039425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2012.

WM Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 115.212.

Le bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 mars 2012.

Référence de publication: 2012029574/10.

(120038729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

World Domination Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 36, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 84.678.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2012029575/11.

(120038131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Ansea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 73.658.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08.03.2012.

Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A.

Luxembourg

Référence de publication: 2012029712/12.

(120039202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2012.

WSK Management S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 140.382.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012029576/10.

(120038372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Iszer Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 158.910.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012029580/10.

(120038209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Flexcom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 16, avenue de la Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 103.084.

Monsieur Christophe BAEHR, agissant en sa qualité de gérant unique de la Société FLEXCOM Sarl, avec le siège social L-3440 Dudelange, 16 Avenue de la Grande Duchesse Charlotte, RCS Luxembourg B numéro 103.084, déclare ratifier au nom de la Société, conformément à l'article 1690 du code civil, la cession de parts sociales suivant laquelle Monsieur Christophe BAEHR a cédé à Monsieur Patrick MEYERS cinquante (50) parts sociales de la Société.

Pour FLEXCOM Sarl

Signature

Le gérant unique

Référence de publication: 2012029623/14.

(120038403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Zimmer Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 96.226.

Veillez prendre note que la gérante, Madame Ruth BRAND, a changé de nom et se nomme désormais Madame Ruth VON WYL.

Luxembourg, le 7 mars 2013.

Pour avis sincère et conforme

Pour Zimmer Luxembourg S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012029584/13.

(120038309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Zermatt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 136.231.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012029585/10.

(120038543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Duck Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 154.157.

Conformément aux dispositions de l'article 51bis de la loi du 25 août 2006 sur les sociétés commerciales, l'administrateur LANNAGE S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-63130, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société DUCK PRIVATE S.A. SPF, société anonyme: Monsieur Yves BIEWER, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, en remplacement de Madame Marie BOURLOND.

Luxembourg, le 06 mars 2012.

Pour: DUCK PRIVATE S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Lionel Argence-Lafon

Référence de publication: 2012029617/18.

(120038185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

Centre Culturel Islamique «Nordstad», Association sans but lucratif,

(anc. Centre Culturel Islamique «Ettelbruck»).

Siège social: L-9092 Ettelbruck, 7, rue Pierre Wieser.

R.C.S. Luxembourg F 7.766.

Réunis en assemblée il a été convenu de modifier Art. 1^{er}

Art. 1^{er}. L'Association porte la dénomination CENTRE CULTUREL ISLAMIQUE »NORDSTAD« association sans but lucratif abrégée CCINS

CCIE
Signatures
Secrétaires

Référence de publication: 2012029613/13.

(120038308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

HEXARES Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 167.183.

— STATUTS

L'an deux mille douze, le vingt-deux février.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Eric VAPAILLE, né le 2 mars 1967 à Dreux (France), gérant de sociétés, demeurant à F-67000 Strasbourg, 18, Rue des Pluviers,

agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité de mandataire de

2.- Madame Odile BRIOT, née le 28 juin 1962 à Strasbourg (France), employée, demeurant à F-67000 Strasbourg, 18, Rue des Pluviers, ici représentée en vertu d'une procuration délivrée au mandataire, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Lesquels comparants, agissant comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent entre eux:

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale – Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société à responsabilité limitée prend la dénomination de "HEXARES Consulting S.à r.l.".

Art. 3. La société a pour objet la prestation de services informatiques, ainsi que toutes les activités connexes ou accessoires s'y rattachant directement ou indirectement.

La société a également pour objet toutes activités commerciales, en accord avec les dispositions de la loi du 9 juillet 2004, modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement et réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations mobilières et immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

La société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.

Art. 4. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Entre associés toutefois, les parts sociales sont librement cessibles.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

La valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 17. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2012.

Libération de parts sociales

Les statuts ainsi arrêtés, les comparants ont souscrites les parts sociales comme suit:

1. Monsieur Eric VAPAILLE, préqualifié, vingt-cinq parts sociales	25
2. Madame Odile BRIOT, préqualifiée, soixante-quinze parts sociales	75
Total: cent parts sociales	100

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cent cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- 1.- L'adresse du siège social est établie à L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.
- 2.- L'assemblée désigne comme gérant unique de la société pour une durée indéterminée:
Monsieur Eric VAPAILLE, né le 2 mars 1967 à Dreux (France), gérant de sociétés, demeurant à F-67000 Strasbourg, 18, rue des Pluviers.
- 3.- Le gérant unique dispose de tous pouvoirs d'engager et de représenter la société par sa seule signature.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Eric VAPAILLE, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 février 2012 Relation GRE/2012/736. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 5 mars 2012.

Référence de publication: 2012028105/123.

(120036588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2012.

Marble Lane S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.422,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 165.889.

In the year two thousand twelve, on the twenty fourth day of February.

Before us Maître Joseph Elvinger notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

Korea Investment Corporation, a company incorporated and existing under the laws of the Republic of Korea, having its registered office at 16F Seoul Finance Center, 84, Taepyeongno1(il)-ga, Jung-gu, Seoul, Republic of Korea, registered with the Taxpayer Service Center under business registration number 104-81-95021 and resident (Corporation) registration number 110171-0030334 (the "Shareholder")

hereby represented by Ms. Hadieh Kaviani, employee residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Seoul, Republic of Korea, on 22 February 2012.

This proxy, signed ne varietur, by the appearing person and the undersigned notary will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state and record that the Shareholder is the sole shareholder of Marble Lane S.à r.l. private limited liability company "société à responsabilité limitée" governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of ten thousand four hundred twenty-two Pound Sterling with registered office 205, route d'Arlon L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on December 14, 2011, not yet published. The articles of incorporation of the Company have been amended following to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg on December 22, 2012, not yet published.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

- 1 To appoint Mr. Chung Keun Kim as manager of the Company;
- 2 To appoint the members of the board of managers of the Company for an unlimited period of time;
- 3 To amend paragraph 2 of article 18 of the articles of association of the Company;
- 4 To amend article 20 of the articles of association of the Company;
- 5 Miscellaneous.

First resolution

The Shareholder resolved to appoint Mr. Chung Keun Kim born on June 28, 1972 in Canberra, Australia with professional address at 16F Seoul Finance Center, 84, Taepyeongno1(il)-ga, Jung-gu, Seoul, Republic of Korea as manager of the Company. Following such appointment the board of managers of the company will be composed of the following members:

- Mr. Kenneth Gordon MacRae
- Mr. Jean-Baptiste Willot
- Mr. Ouk Choi
- Mr. Chung Keun Kim

Second resolution

The Shareholder resolved to approve the appointment of the members of the board of managers of the Company for an unlimited period of time.

Third resolution

The Shareholder resolved to amend paragraph 2 of the article 18 of the articles of association of the Company so that it reads as follows:

" **18.2. Quorum.** The board of managers can deliberate or act validly only if the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers."

Forth resolution

" **Art. 20. Dealings with third parties.** The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of any three managers or by the sole signature of the sole manager or by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of managers. The Company will be bound towards third parties by the signature of any agent(s) to whom the power in relation to the Company's daily management has been delegated acting alone or jointly, subject to the rules and limits of such delegation."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand euros.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-quatre février.

Par-devant nous Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Korea Investment Corporation, une société constitué et existante sous les lois de la République de Corée, ayant son siège social a 16F Seoul Finance Center, 84, Taepyeongno1 (il)-ga, Jung-gu, Seoul, République de Corée, inscrite au Tax-payer Service Center sous le numéro d'inscription 104-81-95021 et sous le numéro de résident (Corporation) 110171-0030334, (l'«Associé»)

ici représentée par Madame Hadieh Kaviani, employée demeurant professionnellement au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, au terme d'une procuration donnée à Séoul, Corée du Sud, le 22 février 2012.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme dit-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter qu'elle est la seule et unique Associée de Marble Lane S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit Luxembourgeois, ayant un capital social de dix mille quatre cent vingt-deux Livre Sterling, dont le siège social est au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, (la «Société») constituée suivant acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg le 14 décembre 2011, non encore publié. Les statuts ont été modifiés par un acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand Duché de Luxembourg, en date du 22 décembre 2012, non encore publié.

L'Associé représenté comme indiqué ci-avant reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

- 1 Nommer M. Chung Keun Kim en tant que gérant de la Société;
- 2 Nommer les membres du conseil de gérance de la Société pour une période indéterminée;
- 3 Modifier l'article 18, paragraphe 2 des statuts de la Société;
- 4 Modifier l'article 20 des statuts de la Société;
- 5 Divers.

Première résolution

L'associé a décidé de nommer M. Chung Keun Kim ne le 28 juin 1972 à Canberra, Australie ayant son adresse professionnelle à 16F Seoul Finance Center, 84, Taepyeongno1(il)-ga, Jung-gu, Seoul, République de Corée, en tant que gérant de la Société. Suivant cette nomination, le conseil de gérance de la société sera composé comme suit:

- M. Kenneth Gordon MacRae
- M. Jean-Baptiste Willot
- M. Ouk Choi
- M. Chung Keun Kim

Deuxième résolution

L'Associé a décidé d'accepter la nomination des membres du conseil de gérance pour une période indéterminée.

Troisième résolution

L'associé a décidé de modifier l'article 18, paragraphe 2 des statuts de la Société afin que ledit article soit rédigé comme suit:

" **18.2. Quorum.** Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement seulement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance".

Quatrième résolution

" **Art. 20. Rapport avec les tiers.** Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toute circonstance par la signature de trois gérants ou par la signature du gérant unique, ou par la signature conjointe, ou par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance ou par le gérant unique. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de tout/tous mandataire(s) auquel/auxquels le pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura délégué, agissant seul ou conjointement, conformément aux règles et aux limites d'une telle délégation".

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à deux mille euros.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante précitée, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi de la version française, la demande de la même partie comparante en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg à la date donnée en tête des présentes.

Lecture faite au mandataire de la partie comparante connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état civil, et domicile, ce dernier a signé avec nous, le notaire le présent acte.

Signé: H. KAVIANI, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 février 2012. Relation: LAC/2012/8955. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2012028192/130.

(120036567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2012.

DIF Management Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 156.872.

L'adresse du Gérant A de la Société a changé:

- Gülay Yildizli, ayant pour adresse professionnelle au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DIF Management Luxembourg S.à r.l.

Patrick L.C. van Denzen

Gérant B

Référence de publication: 2012029805/14.

(120039333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2012.

Valliance Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 139.645.

In the year two thousand and eleven.

On the twenty-first of December.

Before us the undersigned Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) Valliance Real Estate S.à r.l., with registered office at L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert, R.C.S. Luxembourg number B 139645, incorporated by deed of the undersigned notary on the 9th of June 2008, published in the Mémorial C number 1748 of the 16th of July 2008,

having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred (100) shares of one hundred twenty-five Euro (EUR 125.-) each.

The meeting is presided by Mr Max MAYER, employee, residing professionally at Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Monsieur Pascal BECKERS, manager, residing professionally at Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

The board having thus been formed the chairman states and asks the notary to enact:

A) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Dissolution and liquidation of the company.

2. Appointment of a liquidator and determination of his powers.

B) That the shareholders present or represented as well as the number of shares held by them are indicated on an attendance list, which after having been signed by the shareholders or their proxy-holders, shall remain annexed to this document and shall be filed at the same time with the registration authorities.

C) That this meeting has been duly convened by notices containing the agenda and sent to the shareholders by registered mail.

D) It appears from the attendance list, that from the 100 shares currently issued, representing the whole capital of the corporation, 80 shares, i.e. more than seventy-five per cent (75%) of the share capital and the majority of the shareholders are present or represented at the meeting and that pursuant to article 14 of the articles of incorporation of the company, the present meeting is regularly constituted and can deliberate on the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the chairman sets forth the reasons having caused the board of directors to propose the points of the agenda.

Upon deliberation, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to dissolve the company and to put it into liquidation.

Second resolution

The general meeting resolves to appoint as liquidator of the company:

Mr Germán CASASECA, companies director, born in Valladolid (Spain) on July 25th, 1952, residing in E-28109 La Moraleja, Calle Azalea 84 (Spain) The liquidator shall have the broadest powers to carry out his mandate, in particular all

the powers provided for by article 144 and following of the law of August 10, 1915, concerning commercial companies, without having to ask for authorization of the general meeting of shareholders in the cases provided for by law.

The liquidator is dispensed to draw up an inventory and may conform to the accounts of the company.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at one thousand and fifty Euro.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze.

Le vingt-et-un décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée Valliance Real Estate S.à r.l., avec siège social à L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert, R.C.S. Luxembourg numéro B 139645, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 9 juin 2008, publié au Mémorial C numéro 1748 du 16 juillet 2008,

ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Pascal BECKERS, manager, demeurant professionnellement à Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Dissolution et mise en liquidation de la société.

2. Nomination d'un liquidateur et fixation de ses pouvoirs.

B) Que les associés présents ou représentés à l'assemblée et le nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les associés présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

C) La présente assemblée a été convoquée par des lettres contenant l'ordre du jour adressées aux associés par lettres recommandées à la poste.

D) Qu'il appert de la liste de présence que sur les 100 parts sociales représentant l'intégralité du capital social, 80 parts sociales, soit plus de soixante-quinze pour cent (75%) du capital et la majorité des associés en nombre, sont présentes ou représentées à la présente assemblée et que selon l'article 14 des statuts de la société, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer sur l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre la société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée désigne comme liquidateur de la société:

Monsieur Germán CASASECA, directeur de sociétés, né à Valladolid (Espagne) le 25 juillet 1952, demeurant à E-28109 La Moraleja, Calle Azalea 84 (Espagne).

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus étendus prévus par la loi et notamment par les articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans le cas où cette autorisation est normalement requise.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut se conformer aux écritures de la société.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille cinquante euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Pascal BECKERS, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 30 décembre 2011. Relation GRE/2011/4875. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Ronny PETER.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 5 mars 2012

Référence de publication: 2012028350/113.

(120036992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2012.

Cinven Cable Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 160.668.

Extrait des résolutions prises par les associés de la Société en date du 5 mars 2012

En date du 5 mars 2012, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur David BARKER de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Pierre-Alexandre RICHON

- Madame Danielle ARENDT-MICHELS

- Monsieur Kevin WHALE

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2012.

Cinven Cable Investments S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2012029762/19.

(120038860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2012.

MOSSFON (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 145.548.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2012030974/11.

(120040255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2012.
